# l'unité

M 2805 - N° 408 - 6 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 30 janvier 1981



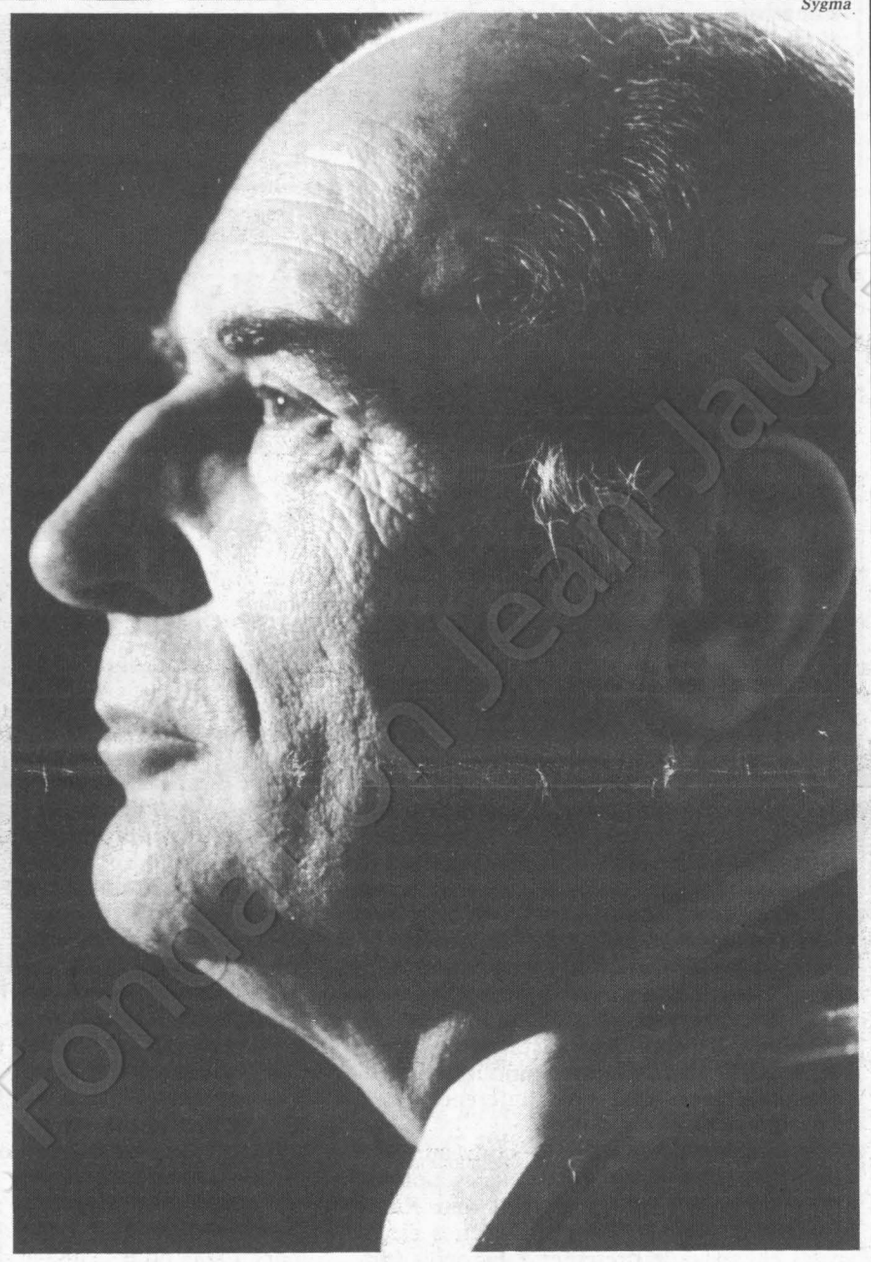

Sygma



A.f.p.



Pascal Lebrun



# Notre espérance et leur inquiétude

PAR CLAUDE ESTIER

ÇA n'aura pas traîné ! Si les médias, presse écrite, radios, télévisions, ont bien voulu samedi dernier accorder une certaine place au Congrès de Créteil et au meeting de la porte de Versailles rassemblant vingt mille socialistes autour de leur candidat François Mitterrand, ils se sont, ces médias, vite rattrapés.

Dès le lendemain, plus un mot sur les quatre thèmes du manifeste adopté à Créteil — la paix, l'emploi, la liberté, la France — et sur les cent dix propositions concrètes qui l'accompagnent (1). Pas davantage sur les « dix commandements » autour desquels François Mitterrand avait construit son premier grand discours public pour dénoncer les graves périls qui pèsent sur la République et la démocratie. Il s'agit d'effacer au plus vite les images susceptibles de faire réfléchir les Français sur l'autre politique que proposent les socialistes.

Faute de temps, et parce que c'est dimanche, on se rabat d'abord sur ce qu'on a sous la main : une pitrerie du secrétaire général de l'U.d.f., Jacques Blanc, et une bourde éléphantesque de Michel Poniatowski qui ose traiter Mitterrand de roi en oubliant que le prince c'est lui, un prince, il est vrai, singulièrement démonétisé !

Comme tout cela ne pèse pas lourd, on passe sans plus attendre à la grosse artillerie ; dès lundi matin, à toutes les émissions, dans tous les commentaires, une seule question : y aura-t-il des ministres communistes au gouvernement ? Et voilà aussitôt René Andrieu, sur un poste périphérique, Charles Fiterman, sur T.f.1, mobilisés pour poser eux-mêmes la question avec de gros sabots sans que les journalistes qui les interrogent songent un instant à leur demander par exemple de s'expliquer sur l'incroyable incohérence du P.c.f. qui un jour dénonce François Mitterrand comme le supplétif de Giscard d'Estaing et le jour suivant revendique la présence de communistes dans son éventuel gouvernement !

Guy Perrimond analyse plus loin les raisons de ce nouveau virage de la direction du P.c.f. Les grands médias sont moins curieux et, le cas échéant, ils font dans le gros et même le très gros : considérée comme susceptible de faire peur à une partie de l'électorat et en tout cas de détourner l'attention de la condamnation portée par François Mitterrand contre le septennat de Giscard d'Estaing, la question des ministres communistes ressurgit du placard pour devenir le leitmotiv commun de la campagne de la droite et de celle de Georges Marchais.

A cette question, il sera, comme aux autres, répondu le moment venu dans le cadre d'une campagne que François Mitterrand et le Parti socialiste entendent mener à leur rythme et non à celui souhaité par les amis de Giscard d'Estaing dont le seul objectif est de ne pas avoir à s'expliquer eux-mêmes. Retenons seulement pour l'instant que cet empressement à vouloir brouiller les cartes est une preuve évidente de l'inquiétude du pouvoir giscardien placé, à moins de trois mois de l'échéance, devant une situation bien différente de celle qu'il envisageait.

Il y a trois mois, Giscard comme Marchais misaient sur les déchirements du Parti socialiste, sur ce qu'ils appelaient « la guerre des chefs ». La journée chaleureuse et enthousiaste de samedi leur a donné l'image d'un parti dynamique et rassemblé,

*(suite en page 3)*


**Lionel Jospin, le militant qui ressemble aux militants**
(page 2)

**Droite : ça sent la poudre**
(page 4)

**P.c. : trop polis pour être honnêtes**
(page 4)

**Corse : une justice d'exception contre l'unité de la nation**
(page 6)

**CHOMAGE : CEUX QUI SONT EN PREMIERE LIGNE**
**I. Jeunes : la quête angoissée du premier emploi**
(page 8)

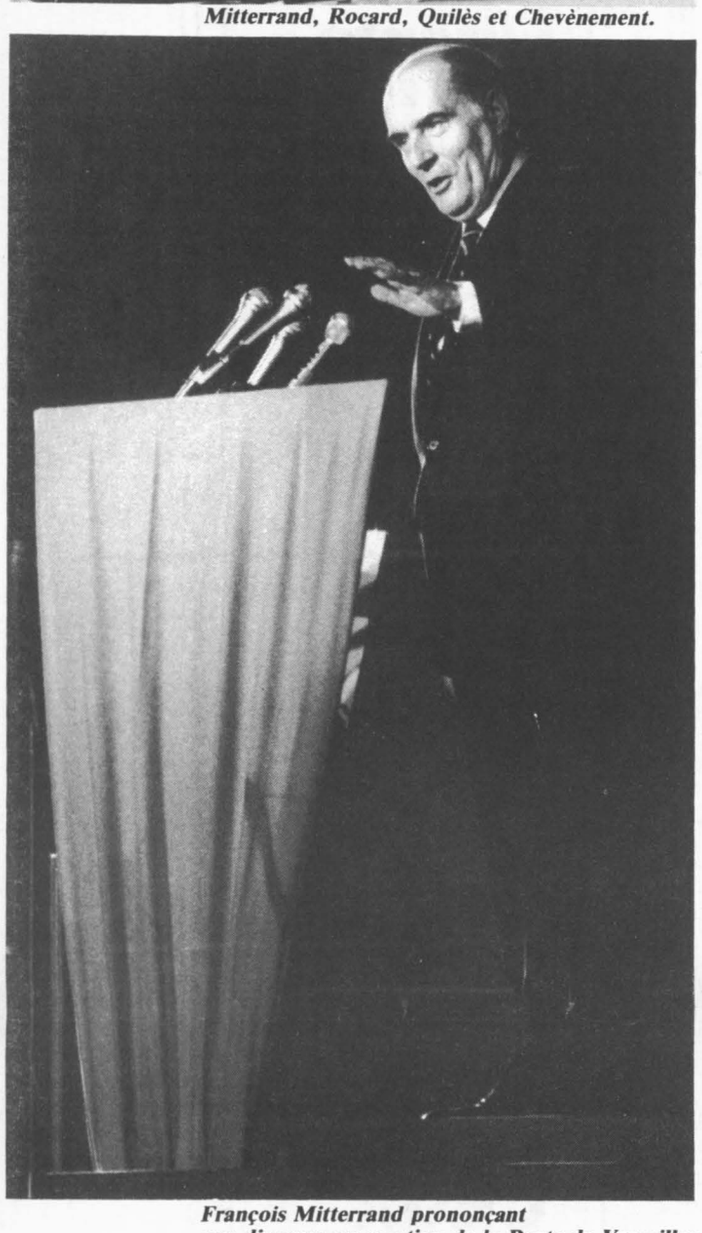
**Pologne : le feu couve**
(page 10)

**Marguerite Yourcenar à l'Académie Que diable allait-elle faire dans cette galère ?**
(page 16)


Fondation Jean-Jaurès



*Mitterrand, Rocard, Quilès et Chevènement.*



*François Mitterrand prononçant son discours au meeting de la Porte de Versailles.*



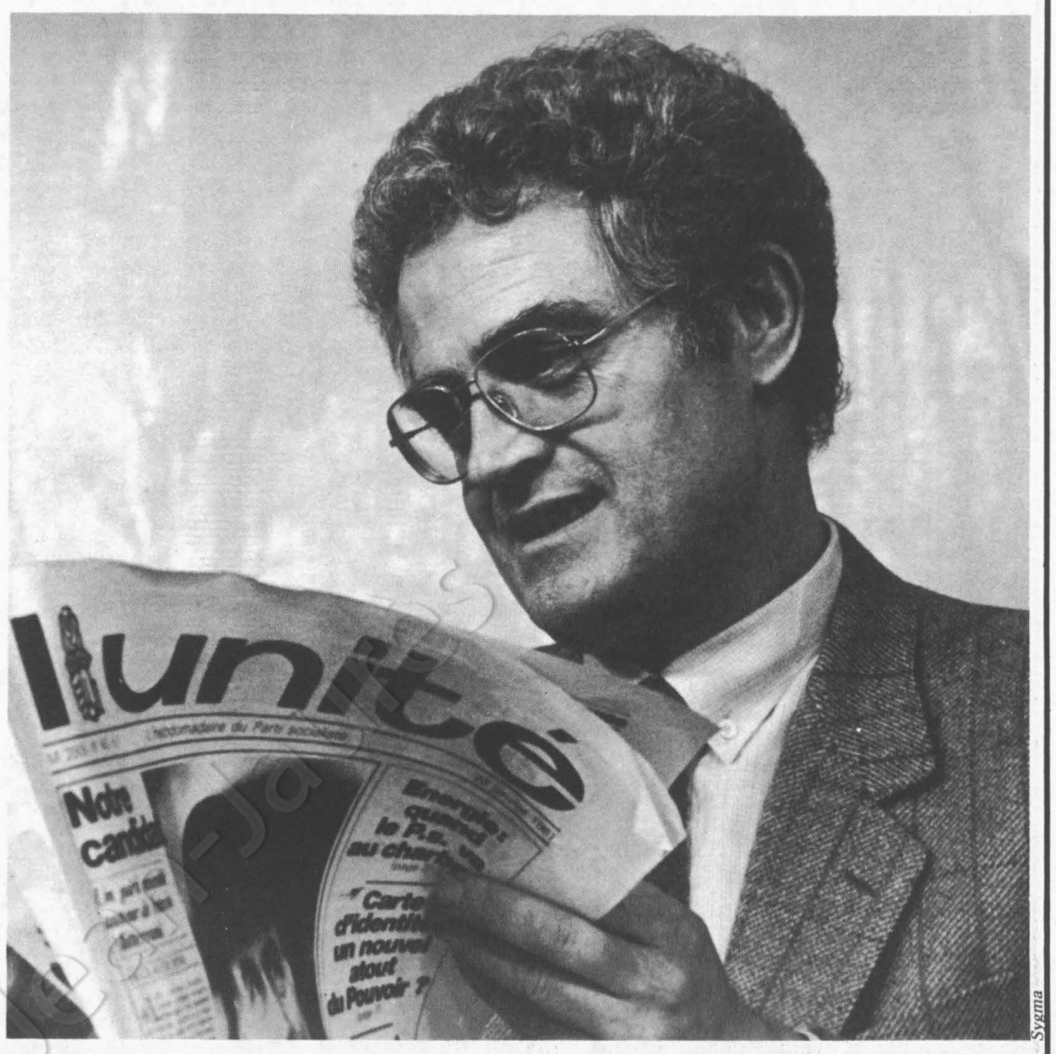
*Chevènement, Mauroy et Rocard.*



Pascal Lebrun

# Lionel Jospin, le militant qui ressemble aux militants

PAR ANTOINE VIOLET.




Sygma

LE plus doué de la génération d'Epinay ? Le plus proche de François Mitterrand ? Le plus représentatif de ce que sont aujourd'hui les militants du Parti socialiste ? Parmi toutes ces définitions que l'on donne de lui, c'est sans doute la troisième que préfère Lionel Jospin, qui s'étonne de voir certains journalistes, par ailleurs prompts à dénoncer l'Etat-spectacle, lui reprocher de manquer de « charisme ». Les mêmes reconnaissent d'ailleurs que le nouveau Premier secrétaire a une forte personnalité et citent en exemple la façon dont il a « mouché » Georges Marchais lors des « Dossiers de l'écran » sur le Congrès de Tours, le 29 avril dernier.

Il est sûr que pour ceux qui ont l'habitude de mettre des étiquettes sur les hommes politiques, Lionel Jospin échappe aux classements traditionnels. Il n'est pas vraiment un « apparatchik », puisque en dépit de ses importantes fonctions au secrétariat national il a toujours continué à exercer son métier d'enseignant. Il n'est pas non plus un « professionnel » de la politique puisque le suffrage universel n'a pas encore fait de lui un député. Mais il est bien un militant qui, même s'il a franchi rapidement les degrés de la hiérarchie, est resté profondément un militant dans lequel les autres se reconnaissent précisément parce qu'il leur ressemble.

Bien que son père ait été membre de la S.f.i.o., Lionel Jospin n'est pourtant entré au P.s. qu'en 1971, peu de temps après le Congrès d'Epinay. Douze ans plus tôt, en pleine guerre d'Algérie, il avait appartenu à l'U.g.s. puis, avant de partir pour l'armée, quelques semaines au P.s.u. qu'il n'avait pas rejoint une fois rendu à la vie civile. De l'Ena, il entrait directement dans la carrière diplomatique pour devenir spécialiste des relations économiques internationales et se retrouver à la Direction des affaires économiques du Quai-d'Orsay avec l'espoir d'une rapide promotion. Mais l'envie lui vient un jour, à la fin 1969, de retrouver sa liberté tant au plan de sa vie personnelle que de l'expression de ses idées. Il se fait donc mettre en congé et détacher à l'I.u.t. de Sceaux où il enseigne toujours l'économie en tant que maître de conférences associé.

Se reconnaissant dans le nouveau Parti socialiste, il y adhère — à la section du XV[e] — pour y retrouver son ami Pierre Joxe qu'il avait connu aux Affaires étrangères et qui va le présenter à François Mitterrand un soir de 1972, à l'issue d'une réunion publique, rue de Rennes.

Immédiatement séduit par ses qualités intellectuelles, sa grande connaissance des problèmes internationaux et sa volonté de militer dans un parti ayant retrouvé son authenticité socialiste, François Mitterrand convie Lionel Jospin à participer aux travaux du groupe des experts avant de l'appeler, en juin 1973, au Congrès de Grenoble, à prendre en charge le secrétariat national à la Formation où il succède précisément à Pierre Joxe. En 1975, à Pau, il devient secrétaire national au tiers monde, fonctions confirmées en 1977 à Nantes et étendues à l'ensemble des relations internationales en avril 1979 lors du Congrès de Metz qui fait en même temps de lui le numéro deux du parti. Entre-temps, il a été présenté deux fois aux élections dans le XVIII[e] arrondissement de la capitale, en mars 1977 pour être élu conseiller de Paris sur une liste d'union de la gauche avec trois autres socialistes (Claude Estier, Daniel Vaillant, Bertrand Delanoë), en mars 1978, pour échouer de peu aux législatives.

Telle est, en résumé, la course de l'homme qui vient d'être élu, à 43 ans, par les acclamations d'un Comité directeur et d'un Congrès unanime, à la tête du premier parti de France. A son émotion de samedi dernier, que ses amis partageaient, a succédé aussitôt la conscience de l'immense responsabilité à assumer.

« C'est à une raison spécifique, dit Jospin, que je dois d'accéder aujourd'hui à cette haute fonction. Nos règles veulent, en effet, que le candidat à l'élection présidentielle ne soit pas en même temps Premier secrétaire. Mais j'entends exercer pleinement ma nouvelle responsabilité pour travailler avec François Mitterrand au succès de sa campagne et à la mobilisation de tout le parti. Les autres problèmes, s'il y en a, se poseront après. Pour l'instant, je ne connais qu'un seul mot d'ordre : nous battre tous ensemble pour que François Mitterrand soit élu président. »

Certains ont écrit que Lionel Jospin est plus connu dans les cercles politiques internationaux où ses fonctions l'ont conduit ces dernières années que dans l'opinion publique française. Depuis samedi, ce n'est plus tout à fait vrai et on peut lui faire confiance pour porter haut et fort la voix et l'image du Parti socialiste. ●

*L'élection à l'unanimité du Comité directeur de Lionel Jospin.*

Pascal Lebrun



# Mitterrand : la volonté de gagner

***Nous publions ci-dessous le texte de l'intervention de François Mitterrand devant le Congrès de Créteil aussitôt après la proclamation de sa désignation comme candidat à l'élection présidentielle par 83,66 % des suffrages des militants.***

CHERS Camarades, vous venez de m'appeler à conduire le combat des socialistes, d'abord pour gagner, ensuite pour ouvrir le chemin de l'autre politique, celle qu'attend, celle qu'espère, celle que veut, dans ses profondeurs, notre peuple, enfin pour que commencent les temps nouveaux, avec cette rencontre préparée depuis longtemps par l'Histoire : la rencontre du socialisme et de la France.

Me voici donc, par votre choix, le candidat socialiste à l'élection présidentielle de 1981.

Je vous remercie de la confiance que vous me faites. Je la reçois comme un honneur — il n'est pas d'honneur dans la facilité — et comme le témoignage fraternel d'un parti rassemblé. Cet honneur, je ne l'ai pas sollicité pour mettre dans ma poche notre drapeau. Soyons nous-mêmes, vous ai-je dit si souvent... Eh bien, je porterai le socialisme auquel nous avons adhéré et auquel nous croyons, sans renoncer à rien de ce qui fait sa force et sa grandeur, de ce que signifie son message et de ce qui est sa réalité.

Mais il ne s'agit plus de moi. C'est le parti tout entier qui s'engage maintenant dans la bataille politique, peut-être décisive, qui débute aujourd'hui. Chacun de nous y a sa place et, au premier rang, ceux qui, par la constance de leur action et la richesse de leur pensée, ont fait du socialisme ce qu'il est et qui assureront, demain, sa marche en avant.

Je n'en veux distinguer aucun, si ce n'est, me tournant vers Lionel Jospin, l'assurer de notre concours et de notre affection qui l'accompagneront dans la lourde tâche qui l'attend et qui n'est pas, dans mon esprit, un intérim... et vers Michel Rocard qui pouvait prétendre à nous représenter dans cette grande circonstance, pour lui dire avec amitié, s'il ne le savait pas déjà, qu'il n'est pas de frontière plus facile à franchir que celle qui sépare le présent de l'avenir.

Je me tourne aussi vers ceux qui, à Epinay, il y aura bientôt dix ans, autour de Pierre Mauroy, auquel je dois et nous devons à ce parti d'être aujourd'hui ce qu'il est, Gaston Defferre — faut-il donc insister ? c'est une amitié si forte et si ancienne —, Jean-Pierre Chevènement, Louis Mermaz, Marie-Thérèse Eyquem, Gérard Jaquet, et combien d'autres que j'ai l'injustice de ne point citer, vers ceux qui avant Epinay et autour d'Alain Savary, sans oublier les grands témoins comme Augustin Laurent... ont ramené l'histoire à notre seuil.

Mais, candidat des socialistes, je veux l'être aussi, je dois l'être du rassemblement populaire si nécessaire à la sauvegarde de la démocratie, à la transformation de notre société et à la grandeur de la France.

Je n'ai jamais cessé, depuis qu'ensemble nous avons pris la route, d'en appeler à l'union des forces populaires, au-delà des rivalités de partis et des manœuvres de retardement. Lourde est la responsabilité de ceux qui ont retardé l'heure du changement et cru qu'il leur serait possible d'arrêter le mouvement de l'Histoire. Tel n'est pas notre cas et j'en appelle encore à notre peuple.

Qu'il donne donc, ce peuple, dès le 26 avril, sans perdre davantage de temps, l'appui massif de ses suffrages au candidat des socialistes, seul en mesure, par la force des choses, de battre Giscard d'Estaing et, avec lui, la droite, le camp des privilèges et le grand capital.

Ainsi serai-je, je l'espère, en votre nom, le candidat d'une majorité de Françaises et de Français, candidat de la France, pour la France.

Une campagne électorale se prête mal à la tolérance et au respect mutuel. Insensible aux coups, j'en porterai sans doute, non pour atteindre les hommes mais pour combattre les idées et la domination des puissants qui ont contraint les travailleurs et des millions d'hommes et de femmes à connaître, à subir la dureté et l'injustice. Mais je respecterai toute les chances — je dis bien, toutes les chances — d'unir ce grand pays, le nôtre, autour d'ambitions à son niveau, et d'entraîner sa jeunesse et ses forces de création vers les seules conquêtes, celles de la vie et la connaissance, qui justifient la condition de l'être humain.

Rien ne sera facile. Je ne promets rien d'autre que le courage, la continuité de l'effort et la volonté de gagner. ●

*(suite de la page 1)*

tous courants confondus, autour de celui qu'il a choisi pour porter son drapeau.

Il y a trois mois, Giscard comme Marchais comptaient sur ce qu'ils appelaient l'« usure » de François Mitterrand. Tout leur indique aujourd'hui que la moitié des Français est toujours prête à lui faire confiance et qu'à partir de là le candidat socialiste est en mesure d'entraîner en mai prochain un courant populaire victorieux.

Il y a trois mois, Giscard comme Marchais croyaient qu'il leur suffirait de tirer ensemble sur la cible P.s. pour écarter tout risque de changement. Les voici contraints à réviser leur stratégie pour tenir compte, chacun à sa manière, de l'immense mouvement qui se développe contre le pouvoir en place.

Si l'on en croit ses propos de mardi soir à la télévision, Valéry Giscard d'Estaing attendra le dernier moment — sans doute le début du mois de mars — pour « faire part de ses intentions » aux Français. Mais dès maintenant, il est frappant de voir celui qui se voulait naguère le champion de la décrispation aborder la campagne en position, pourrait-on dire, de « défense agressive ». Alain Duhamel, que rien ne permet de classer comme anti-giscardien, l'a appris à ses dépens pour avoir suggéré que la politique étrangère du président était marquée d'« irrésolution » et pour avoir à deux reprises — ô suprême irrespect ! – prononcé le nom de Bokassa !

Il y a des sujets que, de toute évidence, le chef de l'Etat n'aime pas aborder. Eh bien ! nous les aborderons sans nous laisser détourner par les tentatives de diversion. Et aussi, que cela soit clair, sans nous attaquer aux hommes mais à ceux de leurs actes qui entraînent condamnation.

Avant d'entendre François Mitterrand, la foule rassemblée samedi soir au Parc des Expositions a accueilli comme il convenait le film réalisé par le P.s. à partir d'un montage des déclarations officielles de Giscard et de Barre au cours des dernières années. Extraordinaire florilège, plus éloquent qu'un long commentaire, de promesses non tenues, de mensonges grossiers, de vaines prophéties. Ceux qui ont ainsi constamment trompé le peuple sont bien mal placés pour se faire procureurs, ou procéder à des interrogatoires auxquels il faudrait répondre par oui ou par non. C'est à eux d'abord de rendre des comptes. On peut faire confiance à notre candidat, à tous les socialistes réunis autour de lui pour leur poser inlassablement la question qui contient toutes les autres : depuis sept ans, qu'avez-vous fait de la France et des Français ? ●

## L'appel aux Français

***Pour la paix, pour l'emploi, pour la liberté, pour la France, le congrès du Parti socialiste, réuni à Créteil, appelle à l'union des forces populaires, au plus large rassemblement des Françaises et des Français autour de son candidat François Mitterrand.***

***Par le rayonnement de sa culture et son exigence de justice, par la fermeté de son caractère et sa capacité de rassembleur, par son expérience internationale et sa passion de la liberté, François Mitterrand est prêt à exercer la plus haute fonction de la République dans les temps difficiles où nous sommes. Lui seul, parmi les candidats qui y prétendent, peut restituer aux citoyens le pouvoir qui leur a été confisqué et faire de la France un pays libre et respecté.***

***Le congrès lui fait confiance pour rassembler, avec l'ensemble des socialistes, une majorité de Françaises et de Français, pour les conduire à la victoire, une victoire sur la droite, sur l'injustice, sur le chômage, sur la résignation.***

***Le congrès assure François Mitterrand de la pleine solidarité et du soutien fraternel et chaleureux de tous les socialistes.***

1) Le texte du Manifeste et des propositions sera publié dans un numéro du « Poing et la Rose » adressé à tous les militants.

## *Les modifications au secrétariat*

***La nomination de Lionel Jospin au poste de premier secrétaire du Parti entraîne un certain nombre de modifications dans les responsabilités au sein du secrétariat.***

***Pierre Bérégovoy, secrétaire national aux Relations extérieures, devient en quelque sorte le numéro deux du parti, chargé de présider le secrétariat en cas d'absence ou d'empêchement de Lionel Jospin. Jean Poperen, secrétaire national aux Elections, sera appelé à la même responsabilité en cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Lionel Jospin et de Pierre Bérégovoy.***

***Enfin, Véronique Neiertz, secrétaire nationale aux Luttes des femmes, est appelée à prendre en charge les dossiers de politique internationale que Lionel Jospin continuera à suivre en sa qualité de Premier secrétaire.***

***LES premiers témoignages en faveur de la candidature de François Mitterrand ont été filmés et enregistrés.***

***Pour la première fois, en France, des personnalités s'engagent par leur présence à l'écran, aux côtés des socialistes, des militants et des milliers de citoyens qui voteront François Mitterrand dès le premier tour de l'élection présidentielle le 26 avril prochain. Nous en publions ci-dessous quelques-uns.***

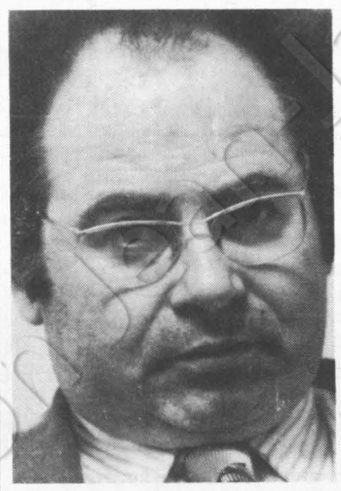
***Ces témoignages, filmés en 16 mm, sont également disponibles en cassettes vidéo V.h.s.***

***Pour les commander il suffit d'écrire à « Une première » 29, avenue Trudaine 75009 Paris.***

# Ceux qui déjà s'engagent



***CLAUDE CHABROL : Je vais voter pour François Mitterrand par souci de continuité, j'ai toujours voté pour lui, j'ai gardé les mêmes opinions, par conséquent je continuerai à voter pour lui. Autre côté positif : je voterai pour lui parce qu'il est attaqué par ses ennemis et j'aime bien les gens attaqués par leurs ennemis, je me méfie toujours des gens dont les ennemis disent qu'en fait ils ne sont pas si mal que ça. Une troisième raison, celle-là d'ordre négatif, mais qui est peut-être la plus puissante, c'est que François Mitterrand n'a pas la réputation d'être un très grand économiste, or nous avons eu à la fois les plus grands et les plus gros économistes de France au pouvoir, et le résultat obtenu dans ce qui m'apparaît autour de moi est assez pénible pour ne pas souhaiter le renouveau de l'intervention des grands et gros économistes dans les affaires du pays. Voilà.***



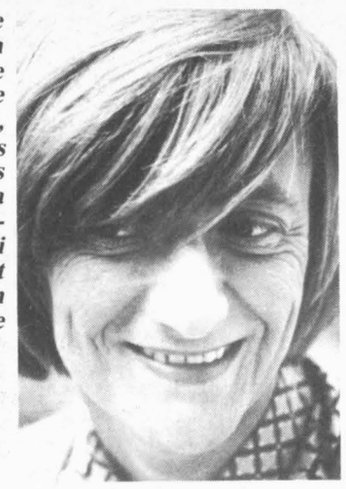
***DOCTEUR OLIEVENSTEIN : Je vote pour François Mitterrand pour deux raisons positives et trois négatives. Les deux raisons positives sont deux raisons éthiques : François Mitterrand a été dans l'opposition au général de Gaulle sans complaisance depuis 1958, estimant que le régime est issu d'un coup d'Etat, la deuxième raison c'est son attitude positive dans le conflit israélo-arabe.***

***Les trois raisons négatives sont :***

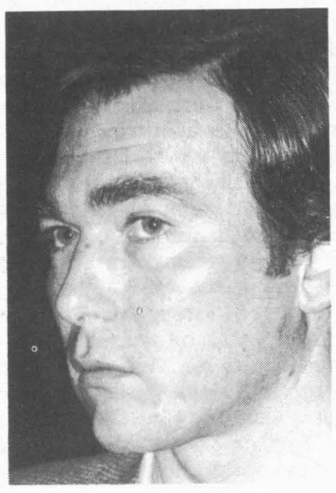
***— fondamentalement ma haine du clan Giscard, du pouvoir personnel et des atteintes aux libertés ;***

***— la présence de Peyrefitte au ministère de la Justice et le projet « Sécurité et Liberté » ;***

***— la présence de Stoléru et l'attitude inqualifiable vis-à-vis des immigrés, si la loi Stoléru avait été appliquée en 1937 je ne serais pas actuellement en France médecin-chef de l'hôpital Marmottan..***



***FRANÇOISE SAGAN : Cela fait la troisième fois que je vote pour François Mitterrand. Donc je vote pour quelqu'un que je connais, parce que j'ai de l'estime pour lui. Mais je crois que beaucoup de Français, et j'en serais si je ne le connaissais pas, votent autant contre Giscard, contre Barre, et contre un représentant de leur pays, d'eux-mêmes, qui les déshonore à l'étranger et à l'intérieur. A l'étranger pour ses scandales, en France pour le scandale permanent qu'est la misère des uns, la faillite des autres, et surtout par ses nouvelles lois sur la justice qui sont proprement iniques et qui nous mènent droit à un régime de répression sauvage. Et puis je vote en fait pour les pauvres gens qui sont de plus en plus écrasés, je vote pour le changement à ce régime-ci que je trouve exécrable à tout point de vue et qui me fait honte.***



***YVES BOISSET : Personnellement ça me paraît tout à fait clair et évident qu'aux prochaines élections il faut voter Mitterrand parce que le socialisme c'est la vie, c'est l'espoir, l'ouverture vers une société meilleure par rapport à la société bloquée et complètement répressive que nous connaissons actuellement. Et pour ne plus voir les contrôles de police destinés aux jeunes et aux immigrés dans le métro, pour ne plus voir les plus déshérités chaque jour, pour ne plus voir les injustices de plus en plus flagrantes, la seule solution, la seule possibilité d'espoir c'est Mitterrand, c'est le socialisme.***



***ELISABETH BADINTER : Je voterai pour François Mitterrand parce que c'est un homme qui me sécurise. D'abord en tant que citoyenne française, c'est quelqu'un avec lequel je suis sûre que mes libertés ne subiront pas d'atteinte mais qu'au contraire elles seront étendues. Je voterai aussi pour lui en tant que femme européenne parce que je suis convaincue qu'il saura dire non à tous les impérialismes d'où qu'ils viennent, notamment à l'impérialisme soviétique qui me fait peur. Enfin je voterai aussi pour lui en tant que femme juive et amie d'Israël, parce qu'il est le seul homme politique français qui a eu constamment une attitude courageuse à l'égard du problème du Proche-Orient, le seul qui a fait pression sur Israël, sur les Palestiniens et les Egyptiens pour qu'ils négocient les uns avec les autres, et ça c'était courageux. Pour cela aussi je voterai pour François Mitterrand.***

# Droite : ça sent la poudre

*La campagne s'ouvre et les hommes de la droite vont se mener la vie dure. Debré caracole déjà, Chirac piaffe, seul Giscard traîne encore les pieds*

PAR MICHELE KESPI

LE président de la République et le maire de Paris peuvent bien se serrer fort civilement la main lors de l'inauguration du monument de Lattre de Tassigny, le 12 janvier. Jacques Chirac et Michel Debré peuvent bien se rencontrer, huit jours plus tard, lors d'un dîner qui a fait couler beaucoup d'encre. Rien de changé pour autant. La majorité, toujours aussi divisée, va en rangs dispersés à l'élection présidentielle.

Au sein du R.p.r., la bataille interne continue de plus belle. Les chiraquiens qui escomptaient le retrait de Debré commencent à ne plus y croire. Il faut dire qu'avant son départ pour les Etats-Unis, le mardi 27 janvier, Michel Debré, en organisant impromptu une conférence de presse, a tenu à mettre les points sur les « i » avant le congrès du R.p.r. Après les traditionnels appels au salut et au sursaut national, et le non moins traditionnel rappel de l'héritage du gaullisme, l'ancien Premier ministre du général a réaffirmé qu'il irait jusqu'au bout. Il n'assistera pas au congrès du R.p.r., où le 7 février, à Vincennes, 2 700 représentants du mouvement se rassembleront pour désigner « celui qui sera le plus apte à rassembler les Français pour conduire la politique nouvelle qu'exige le redressement de la nation ».

« Quand je vois qu'un congrès va être réuni pour investir une personne, je vois que nous revenons dans le régime des partis. » Tardive découverte ! Michel Debré ne quittera « en aucune façon » le R.p.r... mais « tous ceux qui se réclament du gaullisme doivent s'éloigner d'un parti qui devient comme les autres. C'est pourquoi je me présente seul ». Et non contre Chirac : « C'est plutôt le président du R.p.r. qui se présente contre moi... Les sondages n'auront aucune influence sur mon comportement. » Certes, Debré — il le sait — ne peut que faire cavalier seul puisque 98 % des cadres du R.p.r. sont prochiraquiens. Mais cela n'empêchera pas cet homme dont on connaît la ténacité, porte-drapeau de la revanche des barons qui n'ont pas oublié les coups de Chirac dans la bataille de 1974, de se maintenir.

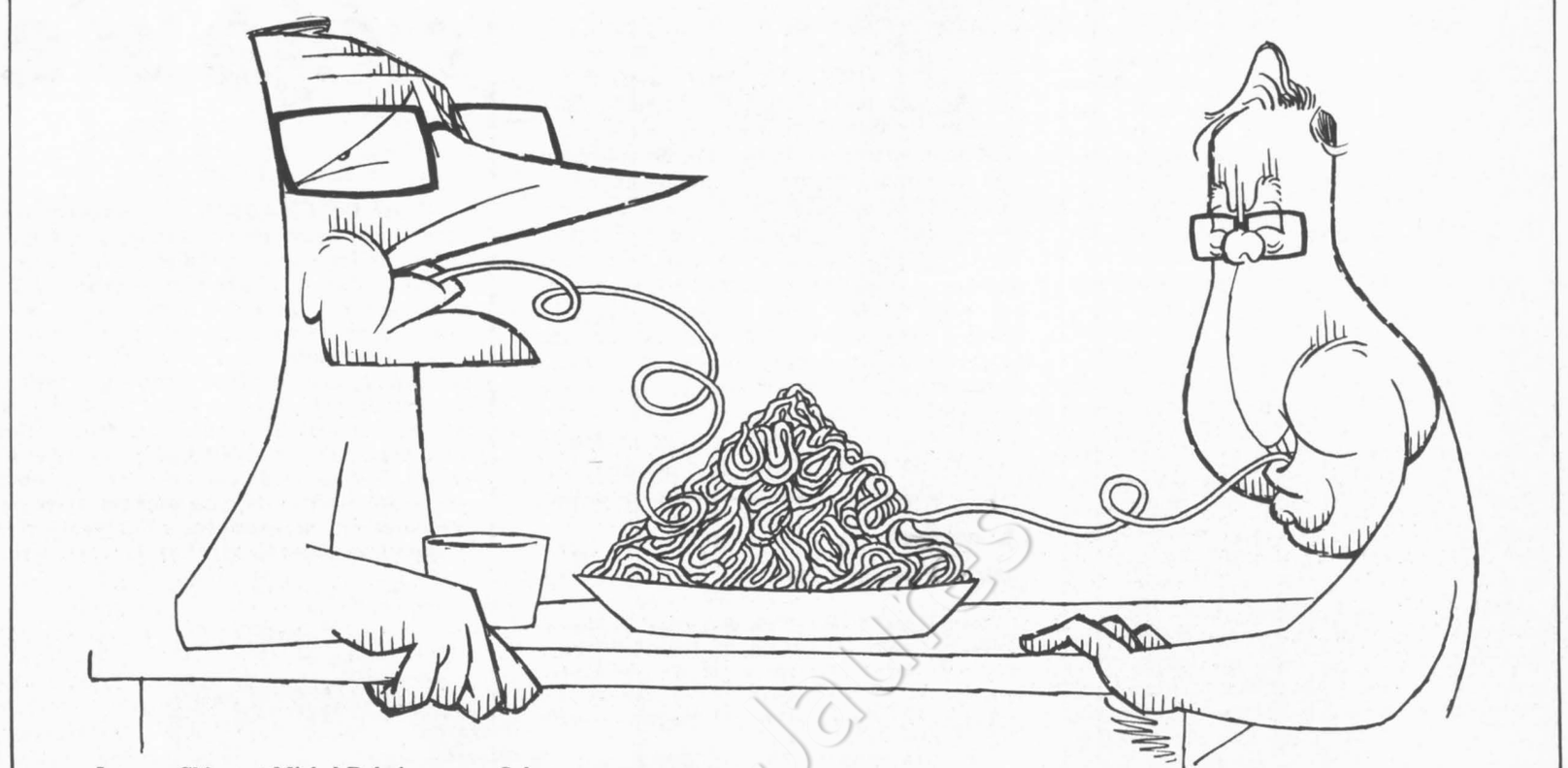
Et il inquiète. Autant le R.p.r. que les giscardiens. Les chiraquiens sont en tout cas bien décidés à ne pas laisser augmenter le nombre des députés debréistes : tous les députés R.p.r. ont été avertis que ceux qui n'appelleraient pas à voter Chirac se retrouveraient, lors des prochaines législatives, avec un concurrent dans leur circonscription ! Cela devrait faire réfléchir la quinzaine d'élus, « ventre-mou » du R.p.r., qui hésitent encore.

A l'Elysée aussi, on commence à trouver Debré bien encombrant. Sa candidature, vue d'un fort bon œil il y a quelques mois — et discrètement encouragée — indispose. On espérait de lui qu'il porte la zizanie dans le camp adverse — c'est fait — mais on ne lui demandait pas d'attaquer Giscard comme il le fait. Et surtout, les stratèges élyséens ne s'attendaient pas à ce que montrent les sondages : Debré et Chirac ratissent plus de voix à eux deux que Chirac seul. Mauvais calcul, mauvais investissement dont certains « financiers » giscardiens du patronat se mordent aujourd'hui les doigts.

## *Les coups pleuvent de partout*

Ce n'est pas à l'Elysée le seul motif d'inquiétude. On sait que, depuis les cantonades de 1976, jugées peu importantes par Giscard (elles l'étaient si peu que 53 % des suffrages sont allés à la gauche...), les giscardiens sont à la recherche d'une stratégie. Quatre-vingt-dix jours avant les présidentielles, ils ne l'ont toujours pas trouvée, et les coups pleuvent de partout.

Ne voilà-t-il pas que Pierre Messmer déclare tout de go, sur « France Inter », le 21 janvier qu'il ne « souhaite pas la réélection de Valéry Giscard d'Estaing » et qu'il soutiendra Chirac. En précisant qu'il n'a, lui, « jamais personnellement accepté de cadeaux de Bokassa... Il me connaissait comme officier et gouverneur, et il ne lui serait même pas venu à l'idée de m'en offrir ». Maurice Couve de Murville, président de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée, ne s'est pas montré aimable non plus, le jeudi 22, lors d'une réunion sur la politique étrangère de la France. Son choix en faveur de Chirac est également fait. Que reste-t-il comme Premier ministre de la Ve République pour soutenir Giscard ? Chaban-Delmas. C'est peu et on peut rêver meilleure caution.



*Jacques Chirac et Michel Debré, vus par Solo.*

## *L'heure n'est pas à la tendresse*

Alors, quand Raymond Barre, lui aussi, commence à mettre des bâtons dans les roues, le président s'inquiète. Décidé à présenter une image de rigueur, le Premier ministre ne lui a pas fait de cadeau. Il existe un fonds d'intervention conjoncturelle, dont les crédits sont votés sans être attribués. Traditionnellement, les années d'élections, on dépense la totalité de l'enveloppe dans les trois mois précédant la date fatidique, pour montrer aux catégories hésitantes à quel point on se soucie d'elles. Eh bien ! Raymond Barre ne l'entend pas ainsi : le 24 novembre, il envoie à tous les membres du gouvernement, secrétaires d'Etat compris, une circulaire : « Je vous demande de contrôler strictement la dépense publique au cours des prochains mois... Les crédits votés au titre du Fonds d'action conjoncturelle 1981 demeureront bloqués jusqu'à nouvelle instruction de ma part... En tout état de cause, plus de la moitié des dotations disponibles devraient rester libres de tout engagement à la fin du premier semestre... ». Colère à l'Elysée. Qui se transforme en fureur quand cette lettre confidentielle est, on ne sait comment, sortie des tiroirs de Matignon pour être diffusée largement dans Paris !

Coup d'autant plus dur que Chirac, lui, dispose d'un trésor de guerre, de finances indépendantes, qui empêchent toute pression sur lui.

Au R.p.r., l'heure n'est pas à la tendresse. On y est décidé à se battre. Bernard Pons, secrétaire général, peut bien soupirer que, lorsqu'il déclare que Giscard risque d'être battu, il le fait avec « tristesse », il ne semble nullement abattu quand il explique à l'« Unité » pourquoi le président sortant ne gagnera pas : « Je disais, il y a un an : je suis convaincu que les choses n'iront pas comme le prévoit la classe politique. Je regardais la dégradation économique, sociale... Il est bien évident que lorsqu'une sanction démocratique interviendra, ce sera une véritable sanction. Je ne vois pas quels seront les électeurs qui n'ont pas voté Giscard en 1974, et qui le feraient aujourd'hui. En revanche, j'en vois beaucoup qui ont voté Giscard, et qui ne le feront plus. Donc, il est battu, c'est tout à fait sûr : c'est une évidence mathématique. »

L'optimisme règne rue de Lille et Jacques Toubon, délégué national aux élections, affirme que « les militants sont gonflés à bloc ». Dans cette atmosphère, on imagine mal Chirac accepter — pour le moment — un rapprochement avec Giscard. La dernière tentative à laquelle s'est livrée ce dernier s'est d'ailleurs soldée par un échec : invités chez les Giscard, les Chirac ont refusé.

Aujourd'hui, la campagne s'ouvre et les hommes de la droite vont se mener la vie dure. Car si l'on proclame bien haut qu'il n'y aura pas d'attaques de personnes, il ne faut pas être naïf. Une plaisanterie a en ce moment beaucoup de succès dans les banquets et réunions de province où se retrouvent les cadres du mouvement : « Quel est le dentifrice à la mode Giscard ? C'est l'émail diamant ». La formule fait, paraît-il, recette.

# P.c.: trop polis pour être honnêtes

*L'abandon - momentané - de l'anathème et de l'injure ne signifie pas forcément révision déchirante de stratégie... Restons calmes, camarades !*

PAR GUY PERRIMOND

AINSI ils redeviennent polis ! En deux semaines les dirigeants du P.c.f. ont fait la preuve, une fois de plus, qu'ils étaient capables de distinguer le fond et la forme, de laisser croire à un virage alors qu'il ne s'agit que d'un crochet, bref de tenir compte de la réalité sans abandonner des buts irréalistes. Dès le 29 septembre 1980, « l'Unité » prévenait ses lecteurs : « L'agression sera plus polie, mais sur le fond... »

## *La vie du parti tend vers zéro*

Rien de bien surprenant dans une telle évolution. Il suffit de prendre la mesure des résultats obtenus par le P.c.f. durant les trois derniers mois pour comprendre.

► Le fonctionnement du parti ne s'est pas amélioré, loin de là. La vie des cellules s'étiole, reposant de plus en plus sur les seuls permanents. Même dans un département ouvrier comme la Seine-Saint-Denis par exemple, la vie du parti tend vers zéro. A l'exception des actions impulsées par les municipalités ou par les permanents les plus fidèles. Mieux, les cadres moyens non permanents ont une fâcheuse tendance à se désintéresser de l'action politique. Lorsqu'ils n'abandonnent pas la vie militante, ils se réfugient dans un silence lourd de conséquence. Le malaise s'est donc doublé d'une hémorragie. Les départs visibles et connus lorsqu'il s'agit d'intellectuels, se sont multipliés à tous les niveaux. Et si de nouvelles adhésions peuvent un instant faire illusion, il est évident que les motifs qui portent ces nouveaux adhérents ne vont pas sans inquiéter sur l'avenir du parti.

► Les résultats électoraux n'ont pas satisfait la direction. L'essentiel pour le secrétariat du P.c.f. n'étant pas les seuls résultats des candidats du P.c.f., mais l'écart entre leurs résultats et ceux des candidats socialistes. Non seulement le P.c.f. n'est pas arrivé à stopper l'évolution des dernières années, à réduire l'écart grandissant entre les deux partis, à peser sur le

## Tribune

# Vaincre et réussir

## *L'idée même d'une alliance du P.s. et du R.p.r. provoque un immense éclat de rire ; mais la question qui se pose à nous est de préparer pour demain un nouveau front de classe*

PAR GEORGES SARRE
membre
du Comité directeur
du P.s.

*TEMPÊTE dans les encriers ! Les prétendues « convergences » avec les gaullistes suscitent une marée de textes, tribunes et articles.*

*Le P.c.f., une nouvelle fois, instruit de faux procès et son secrétaire général fustige la nouvelle bande des trois. Au sein même du Parti socialiste, il est des camarades qui jugent utile de mêler leurs voix à ces incantations et nous prêtent l'intention de préparer quelque alliance secrète avec le R.p.r.*

*Jean-Pierre Cot et Robert Chapuis, notamment, ont cru nécessaire de me prêter contre toute vraisemblance un pareil dessein (« le Monde » du 3 janvier 1981).*

*Finissons-en avec ces faux procès et abordons les questions de fond. L'idée même d'une alliance du P.s. et du R.p.r. provoque un immense éclat de rire. Imaginez-vous une seconde les militants socialistes coexister longtemps dans une salle de réunion avec les hommes du R.p.r. ? Quel R.p.r. ? Celui de Chirac, celui de Debré, de Chaban-Delmas ? Quant à évoquer un « programme commun entre P.c., P.s. et R.p.r. », cela passe vraiment le seuil de la caricature. Et l'on s'amuse de voir ainsi réunis pour cet exercice Cot, Chapuis... et René Andrieu qui a pour lui l'avantage de l'expérience. L'éditorialiste de « l'Humanité », perpétuellement à l'affût de la preuve introuvable du virage à droite, trouve un nouveau prétexte à un discours complètement artificiel, et totalement dépourvu de fondement. Les spéculations remplacent les faits.*

*Rien de cela n'est bien sérieux et la volonté de dénaturer la pensée entraîne nos bons auteurs vers des conjectures insensées. Il n'y a pire sourd que celui qui refuse d'entendre. Au reste, si l'on voulait se convaincre du sérieux de tels propos, on pourrait méditer sur l'analyse que Cot et Chapuis développent selon laquelle « les élus R.p.r. et U.d.f. peuvent se distinguer mais aussi se retrouver pour représenter la droite, au même titre que les élus P.c. et P.s. se distinguent mais se retrouvent aussi pour représenter la gauche ». On a beau vouloir être professeur de rigueur ou vestale du marxisme, les principes fondamentaux sont vite oubliés. Réduire ainsi la division du mouvement ouvrier à un « pas de deux » électoral, semblable au duel R.p.r./U.d.f., c'est assurément faire preuve d'une belle clarté de vues !*

*Traitons plutôt les réalités de la France de 1981. Retenons une méthode. Affirmer que les alliances doivent reposer sur une base de classes sans procéder à l'analyse concrète des classes sociales dans la France d'aujourd'hui, c'est se condamner au catéchisme, et priver l'analyse de toute emprise sur la réalité.*

*Or, la question décisive est bien celle de la naissance du front de classes, qui agrégera autour du salariat les couches sociales qui veulent la disparition du système. Ces partenaires sont ceux dont la survie en tant que classe est menacée par le développement d'un capitalisme de plus en plus multinational et intégré : paysannerie, artisanat et petit commerce, secteurs pré-capitalistes voués à la paupérisation et à la prolétarisation.*

*Le gaullisme a servi pendant des décennies de ciment idéologique pour rattacher ces couches sociales au bloc de classes au pouvoir. C'est une évidence que personne ne cherche à nier. Et la question qui se pose à nous est bien de préparer pour demain une recomposition, une nouvelle cristallisation des éléments existant aujourd'hui pour forger un nouveau front de classes. Il s'agit pour aujourd'hui de dissoudre les liens idéologiques de l'ancien bloc au pouvoir, et d'agréger au contraire ces couches moyennes en voie de prolétarisation.*

*On peut évidemment supposer le problème résolu. C'est la voie de la facilité. « Les voix gaullistes ont retrouvé leurs familles respectives », affirment Cot et Chapuis. Pour ce qui concerne la classe ouvrière, c'est en bonne partie exact. Mais la question des couches moyennes, dont souvent le rattachement au bloc au pouvoir est fondé sur des bases idéologiques, reste posée. Là encore, il est trop facile pour éviter cette question décisive d'avoir recours à des facilités démagogiques. Assimiler les couches sociales influencées par le gaullisme, les « grands intellectuels » issus de la Résistance, à l'appareil du R.p.r. est une manière de brouiller les cartes. Mais, chers camarades, la ficelle est un peu grosse ! Transformer l'indispensable réflexion sur l'élargissement du front de classes en vaudeville « IVe République » est une diversion commode.*

*Il me paraît plus sérieux de chercher à savoir si, devant l'aggravation de la crise — qui signifie l'euthanasie de la France — devant le désastre et les drames qui nous attendent immanquablement, la tendance des couches moyennes influencées par le gaullisme à s'agréger au bloc de la gauche va s'accentuer. Eh bien, je pense que ce phénomène est inéluctable, du fait de l'appauvrissement accéléré de ces couches, et du fait de la rupture idéologique que marque le giscardisme.*

*A partir de là, notre rôle est bien de transformer ce mouvement défensif, ce mouvement de résistance à l'abandon, à la veulerie, en facteur positif de victoire. Il s'agit de promouvoir les idées forces permettant de mobiliser notre peuple et de forcer les verrous. Saurons-nous assumer le phénomène et lui laisser l'espace indispensable, ou pratiquerons-nous la politique de l'autruche pour, en fait, dissimuler d'autres choix pour demain ?*

*Quel espace politique est-il possible de définir ? C'est le problème de la troisième famille, que nous n'avons, à vrai dire, jusqu'à présent jamais résolu de manière satisfaisante. Les radicaux de gauche constituent davantage une réalité régionale qu'un courant de pensée représentatif au niveau du pays. Les liens d'ordre organisationnel qui s'étaient tissés avec eux ont conduit à l'échec, c'est-à-dire à la rupture avec le M.r.g. ; les tentatives d'alliance avec les gaullistes d'opposition conçues en 1977 n'ont pas mieux abouti.*

*Or, cette question doit être résolue. En effet, l'ambition de la gauche au pouvoir, c'est de changer vraiment les choses, d'entreprendre des réformes profondes de structures. Et cette entreprise ne peut être menée contre l'opposition de 49 % des Français. Notre objectif n'est pas de couper la France en deux, mais de rassembler notre peuple. Bien entendu, si l'on considère que le gouvernement de gauche doit se borner à une gestion plus sociale et plus conviviale de la société, le problème ne se pose même pas. Mais une stratégie de profonde transformation de la société française a besoin d'un soutien ou d'un consentement qui aille progressivement au-delà des 50 %. Souvenons-nous du Chili de l'Unité populaire, souvenons-nous du Front populaire ! C'est, pour une large part, sur cette question que l'échec a été consommé. Il serait peut-être temps d'y songer et de se tirer du confort moelleux des certitudes bien-pensantes. Il ne s'agit pas de faire moins, mais de se donner les moyens de tenir sa ligne et ses engagements. Bref, ni périr, ni trahir.*

*Ceux qui refusent d'examiner cette nécessité ne laissent-ils pas transparaître des doutes sérieux sur leur volonté d'engager une politique réellement audacieuse, s'attaquant aux structures mêmes ? De qui espère-t-on alors le soutien ? Que propose-t-on, et quel est le projet qui figure en creux derrière ces faux procès ?*

*La mise en avant des thèmes atlantistes ou européistes, l'affirmation lancinante de notre appartenance au « camp des libertés et droits de l'homme » (puisque c'est ainsi que l'on désigne maintenant le système impérialiste !), autant de thèmes qui sont de nature à nous rapprocher du centrisme, c'est-à-dire de la troisième force. C'est choisir l'enlisement et fermer la porte à toute possibilité de transformation profonde du pays.*

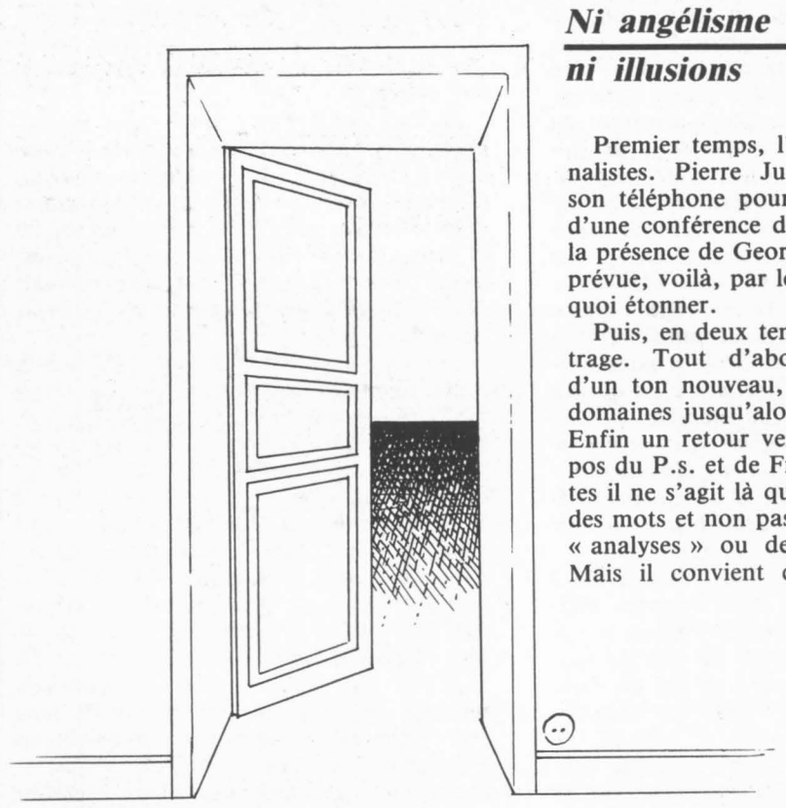
*Cette voie-là, nous la récusons fermement. Il faut sortir de cette impasse et formuler des propositions pour ancrer dans la réalité le projet des socialistes.*

*Il est souhaitable et possible de rencontrer dans le courant gaulliste des hommes disposés à unir leurs efforts à ceux de toute la gauche pour forcer les verrous. Sur un certain nombre de grands thèmes : l'indépendance à conquérir, les libertés à développer, le retour à la nation des grands moyens de production, la planification démocratique, le droit à l'emploi ; le rassemblement des forces peut dépasser les rangs de la gauche et lui assurer la victoire mais aussi la possibilité de réussir durablement.* ●

rééquilibrage de la gauche, mais aux divers deuxièmes tours les électeurs communistes ont préféré dans une proportion remarquable, l'union à la désunion et cela quelles que soient les péripéties locales. Et dans une proportion tout aussi remarquable, les électeurs socialistes ont prouvé, quelle que soit la tonalité des attaques communistes, qu'ils prenaient « la discipline républicaine » pour une pratique nécessaire qu'il ne convenait pas de jeter dans un placard pour accessoires vieillis.

► Plus visible encore est le « bide » fait par le slogan sur « le virage à droite » du P.s. A force de répéter les mêmes arguments, les dirigeants communistes espéraient qu'ils deviendraient réalité. Ils comptaient sur la « fragilité » du P.s., sur l'absence de perspective, sur l'attrait du pouvoir, sur une réaction de rejet. Bref, ils espéraient que le P.s. suivrait le chemin qu'ils lui traçaient. Ce ne fut pas le cas. L'ancrage à gauche du P.s. s'est révélé solide et sa diversité n'a pas nui à la fermeté de ses positions. Présent dans les luttes — même celles oubliées par le P.c. ou dans celles dont le P.c. tenta de l'exclure —, le P.s. a fait la preuve de son autonomie et de la fermeté de sa ligne. En revanche le P.c. n'est pas arrivé à convaincre grand monde du « virage à droite » du P.s. Mieux, ses propres responsabilités dans la rupture de l'union commencent à être perçues par une partie chaque jour plus grande de l'électorat de gauche.

► Enfin, le P.c.f. pensait au mois d'octobre que le P.s. abordait des temps difficiles alors que pour lui-même il espérait en avoir fini. Grave illusion d'optique. Le « combat de chefs » annoncé n'a pas eu lieu, les déchirements non plus. En quelques semaines sondages et élections s'épaulant, on a pu mesurer l'état réel de l'opinion, celui du P.s. et la remontée de l'espoir. Un espoir différent peut-être de celui des années 1974-1977 mais réel. En un mot, la direction du P.c.f. a brutalement réalisé que malgré ses efforts, ses outrances et ses silences — sur Giscard d'Estaing en particulier —, l'élection présidentielle risquait fort de lui apporter un démenti un peu trop cinglant.




Dès lors, un changement de ton devenait nécessaire : alors que le rapport de Georges Marchais au dernier Comité central était caractérisé par une outrance un peu trop lourde, en une semaine, le « changement de ton » devenait une réalité.

### *Ni angélisme ni illusions*

Premier temps, l'affabilité avec les journalistes. Pierre Juquin lui-même prenant son téléphone pour souligner l'importance d'une conférence de presse où initialement la présence de Georges Marchais n'était pas prévue, voilà, par les temps qui courent, de quoi étonner.

Puis, en deux temps, une sorte de recentrage. Tout d'abord un antigiscardisme d'un ton nouveau, n'épargnant aucun des domaines jusqu'alors pudiquement oubliés. Enfin un retour vers la modération à propos du P.s. et de François Mitterrand. Certes il ne s'agit là que de la forme, du choix des mots et non pas d'une modification des « analyses » ou de la stratégie du P.c.f. Mais il convient d'en tenir compte sans tomber dans l'angélisme ou les illusions. Les raisons de ce glissement sont simples : tenter de rassurer une partie de ses militants sans prendre à contre-pied les autres ; puis mieux adapter leur ton à la nouvelle réalité. Ce qui, somme toute, n'a pas l'importance qu'une partie de la presse a donné au phénomène. Et ne permet pas de poser en toute clarté la question de « la participation des communistes au gouvernement ». Comme si, compte tenu des deux dernières années, la première et unique question était celle-là ?

Car il est un phénomène que ni la droite ni le P.c.f. ne semblent avoir compris. L'électorat n'a visiblement montré aucun phénomène de rejet à propos de l'union. Les questions qui ont émergé — et elles sont nombreuses — depuis le dernier trimestre 1977 portent plutôt sur son instabilité.

### *Conforter le P.s. dans ses positions*

Dès lors, une modification du discours des dirigeants communistes ne peut être pris, par cet électorat, que pour une volonté de ne pas trop s'isoler. Mais cela n'apporte aucune assurance sur l'avenir, sur la stabilité des rapports entre les diverses composantes de la gauche. En un mot, la « politesse » des dirigeants communistes confirme la bonne tenue du P.s., l'importance de l'espoir. Mais aucune modification sur le fond n'étant intervenue, rien ne permet de penser que l'instabilité de l'union, voulue par la direction du P.c.f. va cesser. Ce qui suffit à ramener le phénomène à ses justes proportions. Et à conforter le P.s. dans ses positions : être le « mainteneur » avant d'être le porteur de l'espoir de l'ensemble du « peuple de gauche ». Ce qui devient possible. ●

# Corse : une justice d'exception contre l'unité de la nation

*En Corse, l'Etat giscardien joue la provocation sans aucune pudeur. L'affaire de Bastelica, comme celle d'Aleria, a laissé l'impression d'une répression outrancière directement responsable du sang versé*

PAR ANTOINE SANGUINETTI
vice-amiral d'escadre

LE combat qui se déroule en Corse, et qui aboutit périodiquement à des procès en Cour de Sûreté de l'État, est un combat pour les droits de l'homme. Cela, tous les démocrates français doivent en prendre conscience, au-delà du racisme anti-Corse suggéré par les médias, ou de la simple indifférence qui sauvegarde à peu de frais leur confort moral. Qu'ils le veuillent ou non, ce combat les concerne tous.

Les Corses ont une pratique multiséculaire de la démocratie, très antérieure à celle des Français. A Paris régnait encore un monarque absolu que les insulaires étaient conduits par un chef élu, appuyé sur une constitution écrite, tandis que l'outil de production, la terre, était gérée en commun depuis des siècles par des assemblées de villageois. Au-delà de la sanglante annexion française qui a brisé ces traditions, ils n'ont admis leur rattachement à la nation française que depuis qu'ils se sont reconnus dans l'affirmation des grands principes républicains.

De la mémoire collective du peuple corse, il est resté aux insulaires un besoin fondamental et irrépressible de participation à la fixation de leur propre destin. Ce besoin se traduit pour la plupart par le désir d'une certaine autonomie au sein de la République française, un statut particulier ; pour quelques autres, par une revendication d'indépendance. Pour tous, il s'agit d'abord de l'espoir de pouvoir orienter leur avenir dans le sens des besoins réels de la population locale plutôt qu'au profit d'intérêts extérieurs à l'île.

Un élément essentiel de la démocratie est la justice, dont a toujours eu soif, historiquement, le peuple corse. Or l'Etat français bafoue résolument, depuis des années, à la fois la démocratie et la justice, et récolte donc ce qu'il sème. Le point culminant de cette dérive de valeurs fondamentales a été atteint avec le dernier procès de Corses devant la Cour de Sûreté de l'Etat, le procès que subissent actuellement vingt-sept habitants d'un même village, dont de nombreux membres d'une même famille.

Jusqu'à présent, cette Cour n'avait jugé que des séparatistes, qui se reconnaissaient comme tels, et dont on pouvait ainsi assimiler les déclarations d'intention à une atteinte effective à l'unité de la nation, pour les en inculper devant une juridiction d'exception. Une partie d'entre eux avaient commis des plasticages, et les autres s'en déclaraient solidaires, ce qui justifiait pour partie leur traduction devant un tribunal. C'est un fait qu'il y avait, dans la plupart des cas, délit de violence ou de complicité. Reste que l'existence même d'un tribunal d'exception, même prévue par la loi, et pour quelque fait que ce soit, pose en soi un problème dans un pays qui se veut démocratique. Et que les condamnations encourues étaient sans proportion avec les faits.

## Le tort de conserver leur sang-froid

Mais le cas aujourd'hui est foncièrement différent. Il s'agit de gens qui n'ont rien fait, bien au contraire pourrait-on dire. Dans ce village de Bastelica, les habitants annonçaient le 6 janvier 1980 avoir intercepté en flagrant délit trois barbouzes du groupe terroriste clandestin Francia, dont le chef, Bertolini. Dans l'euphorie de leur victoire sans effusion de sang, ils emmenaient leurs prisonniers à la mairie, y convoquaient les gendarmes, et projetaient simplement une conférence de presse avant la remise des coupables à la justice, sans aucune intention de se substituer à elle.

Le préfet qui, dans une lettre du 5 décembre 1978, se plaignait à un député que l'on ne puisse arrêter les membres de Francia pourtant bien connus, qu'en flagrant délit, aurait dû pavoiser de cette aubaine. Même s'il sortait des sentiers battus, ce scénario sans coups de feu ni morts était singulièrement plus modéré que les pratiques d'autodéfense observées parfois en métropole, et qui se terminent généralement par l'acquittement des assassins. L'eut-on admis que tout était fini dans les vingt-quatre heures, sans victimes inutiles, et que la justice eut pu suivre sereinement son cours vis-à-vis de tout un chacun, en fonction de ses fautes réelles.

Les inculpés de Bastelica ont eu au fond le tort de savoir se dominer, et conserver leur sang-froid. On peut penser que tout se serait mieux passé pour eux s'ils avaient agi conformément aux pratiques préconisées en France par l'Association pour l'autodéfense, fondée justement par un ancien président de la Cour de Sûreté de l'Etat ; et qu'ayant abattu leurs agresseurs, ainsi réduits définitivement au silence, ils auraient pu bénéficier d'un non-lieu sous l'œil indulgent d'un Etat mis désormais lui-même hors de cause. Seulement le scénario qu'ils avaient imaginé, en risquant de mettre en évidence devant la presse nationale et internationale la collusion des terroristes et du Pouvoir, constituait un danger inacceptable pour ce dernier.

On connaît la suite, et la réaction de l'Elysée : les milliers d'hommes en armes déversés dans la nuit sur le village pour l'isoler ; la dramatisation par les médias aux ordres ; la déformation des faits par les plus hautes autorités ; le déplacement de l'action vers l'hôtel Fesch à Ajaccio ; l'assassinat d'un C.r.s. par un homme que l'on prétend identifié, mais qui n'a jamais été arrêté, pas plus que les tueurs des gendarmes à Aleria en 1975 ; l'assassinat délibéré de deux civils innocents, loin de l'hôtel Fesch, par des membres des forces de l'ordre qui ne seront jamais jugés ; et aujourd'hui, le simulacre de justice exercé contre les victimes de l'agression initiale. Tandis que les barbouzes, en dépit de l'aveu de quarante-sept attentats enregistrés devant un juge, sont libres : forts de leurs complicités officielles, mieux prouvées finalement par l'attitude gouvernementale que par toute conférence de presse, et immunisés par leur capacité de chantage aux révélations.

En fait l'Etat joue la provocation sans aucune pudeur. L'affaire de Bastelica, comme celle d'Aleria il y a cinq ans, a laissé l'impression profonde d'une répression outrancière, directement responsable du sang versé inutilement. On semble avoir voulu, en multipliant les arrestations entachées d'injustice et d'arbitraire, engendrer une spirale de surenchères dans la violence. Le but serait alors de faire en Corse un exemple sanglant pour la remettre dans le rang, et intimider d'autres régions qui récusent aussi, de plus en plus, le centralisme.

## Malaise à la Cour de Sûreté de l'Etat

Le 15 janvier, par ailleurs, les avocats de la défense ont contesté la compétence de la Cour de Sûreté dans cette affaire, avec des arguments assez sérieux pour que, contrairement à l'habitude, on ne les balaye pas d'un revers de manche. Pour la première fois, le procureur général a demandé un délai pour répondre, et la Cour le lui a accordé, plus long encore. C'est que les accusés ne sont pas séparatistes ; ils militent légalement, dans un mouvement légal. Ils n'ont jamais plastiqué personne et ne sont compromis dans aucun attentat. S'ils sont inculpés d'association de malfaiteurs, il semble bien pourtant que la seule vraie bande armée, en l'occurrence, soit celle qu'ils ont tenté d'empêcher de nuire. S'ils sont accusés d'avoir voulu entraver le fonctionnement de l'Etat, faut-il admettre que les activités de Francia font partie normalement de ce fonctionnement ?

La Cour a évidemment rejeté l'objection d'incompétence. Mais elle a pris six jours pour rendre son arrêt, ce qui doit témoigner pour le moins d'un malaise chez certains de ses membres. Cela dit, nul doute que, le jour venu, elle saura frapper suivant les ordres reçus, puisqu'ici on ne juge pas en droit, mais en raison d'Etat.

Le déni de justice qui se dessine a donc justement ému de nombreuses associations de défense des droits de l'homme ou partis politiques. Mais il faut mesurer les ravages qu'il va faire dans l'île. Les hommes murs ont connu la France républicaine sous un jour plus plaisant et plus serein, et peuvent encore y croire, mais pas les jeunes. Ceux de moins de trente ans n'ont perçu de Paris, depuis qu'ils ont l'âge de raison, que les aspects rebutants d'anarchie économique et de pillage, de nivellement culturel, de renoncement politique et de répression qui caractérisent le régime actuel. Chez les enfants de tous ces condamnés corses qui accumulent depuis cinq ans plus de trois cents années de réclusion criminelle sans avoir jamais tué ni volé personne — et parfois comme dans ce cas précis, sans avoir rien fait —, chez tous ces gosses dont le père végète à Fresnes, à la Santé ou à Fleury-Mérogis, la déchirure risque d'être irréversible. Ceux-là, et leurs camarades, parleront indépendance. Mais ce sont les responsables d'une telle politique qui devront répondre un jour du crime d'atteinte à l'unité de la nation.

Le fait que les deux barbouzes, Bertolini et Olliel, se soient portées sans vergogne parties civiles dans cette affaire, est aussi une provocation. Ceux-là doivent se sentir bougrement protégés pour oser narguer à ce point, non seulement les inculpés de Bastelica, mais toutes les autres victimes de leurs exploits — et ils sont nombreux, bien au-delà des quarante-sept attentats avoués devant le juge. Sans doute comptent-ils pour le moment que leurs fiches sont assez fournies pour que ceux qui les ont dirigés depuis les palais nationaux assurent leur immunité, quelle que soit leur arrogance. Et sans doute croient-ils aussi, sur la foi des médias, qu'une victoire de l'équipe actuelle de l'Elysée, en mai prochain, prolongera cette situation et leur permettra un jour de bénéficier de l'oubli.

## Que pèse la vie d'un homme de main ?

Erreur d'appréciation : il n'y aura jamais d'oubli. Nous sommes très nombreux à nous souvenir des attentats subis. Si ces barbouzes tiennent encore le haut du pavé, c'est que les insulaires désapprouvent en grande majorité l'emploi de la violence, parce qu'elle mène à une impasse, mais ils veulent la justice. Et ils lutteront jusqu'au bout pour l'obtenir par les voies légales, en tout cas tant qu'il restera une chance de voir le pays se ressaisir par un processus démocratique.

Que les coupables, donc, ne rêvent pas trop. Il est de plus en plus probable que le pouvoir va changer de mains en mai prochain. Ce jour-là, rien ne pourra plus empêcher la justice de passer : sur les barbouzes bien sûr, mais aussi sur leurs patrons, qu'ils donneront pour bénéficier de circonstances atténuantes. Car ce sont eux, les vrais coupables, ceux de la préfecture d'Ajaccio, de la place Beauvau, ou de l'Elysée.

A moins que d'ici là, devant l'approche de la défaite et des comptes, les plus puissants ne trouvent prudent de rendre définitivement muets les témoins à charge possibles. Ce ne serait pas la première fois. En un temps où les ministres meurent mystérieusement sur les trottoirs, ou dans des mares sans profondeur, que pèse la vie d'un homme de main, même planqué dans son maquis, s'il devient un danger pour les princes ? ●

# La lutte de Jacques Belhomme contre le pouvoir giscardien

PAR JEAN GLAVANY

***JACQUES BELHOMME** porte bien son nom. Né en 1929 de grands-parents ouvriers agricoles et de père gendarme, ce sympatique toulousain n'a rien d'un fou. Expert-comptable et commissaire aux comptes, reconnu pour son sérieux et son honnêteté, ancien international (marocain) de football, il a pour lui un passé de combattant pendant la dernière guerre qui force le respect. Aujourd'hui, Jacques Belhomme a décidé de se lancer dans l'aventure présidentielle et son cas serait d'une banalité affligeante si, comme tant d'autres petits candidats, il voulait se servir de la campagne électorale pour se faire quelque publicité personnelle à bon compte. Mais si nous parlons de lui dans ces colonnes c'est qu'il a une cause à défendre, la mémoire de son fils tué dans un accident de voiture le 3 octobre 1976, et que sa situation est parfaitement révélatrice d'une justice inégalitaire, de scandales étouffés, de liberté d'expression bâillonnée.*

*Rappelons les faits. Dans la nuit du 3 au 4 octobre 1976, Jean-Jacques Belhomme, son fils, joueur de rugby, se tue avec deux autres joueurs de son équipe, au volant de sa voiture à 20 km de Toulouse. La version officielle est simple : après une « 3e mi-temps » arrosée, le jeune Belhomme a fait une faute de conduite et sa voiture est allé s'écraser sur un arbre du terre-plein central de cette route à quatre voies. M. Belhomme n'y croit pas car son fils n'a jamais été un buveur. Sa révolte éclate quand il entend ça et là son fils traité d'assassin. Il se met donc au travail, minutieusement, courageusement, et compose peu à peu un dossier plus que troublant, preuves à l'appui : incohérences des procès-verbaux de gendarmerie, faux-témoignages, témoins non entendus, tout y est... il s'accroche, continue de fouiller et arrive à la certitude que son fils et ses deux amis ont été victimes d'un accident provoqué par un véhicule, disparu depuis, et dont le conducteur était un colleur d'affiches d'un homme politique de la majorité, qui serait devenu policier depuis !*

*Jacques Belhomme n'est pas mythomane. Les premières ordonnances de non-lieu du tribunal de Toulouse viennent d'être annulées par la Cour de Cassation. Quatre années plus tard, il reprend espoir et souhaitait profiter de la campagne électorale pour exprimer son écœurement, faire connaître ces méthodes du pouvoir giscardien.*

*Lui aussi se heurte à l'obstacle des cinq cents signatures de parrainage et aurait souhaité — comme tant d'autres — l'aide du Parti socialiste. Que les élus socialistes parrainent le candidat socialiste, quoi de plus normal. Que nous sachions préserver la démocratie en évitant qu'un grand débat se perde dans des problèmes sectoriels, quoi de plus logique. Que nous ne prêtions pas nos signatures à des candidats qui veulent prendre nos voix, quoi de plus compréhensible.*

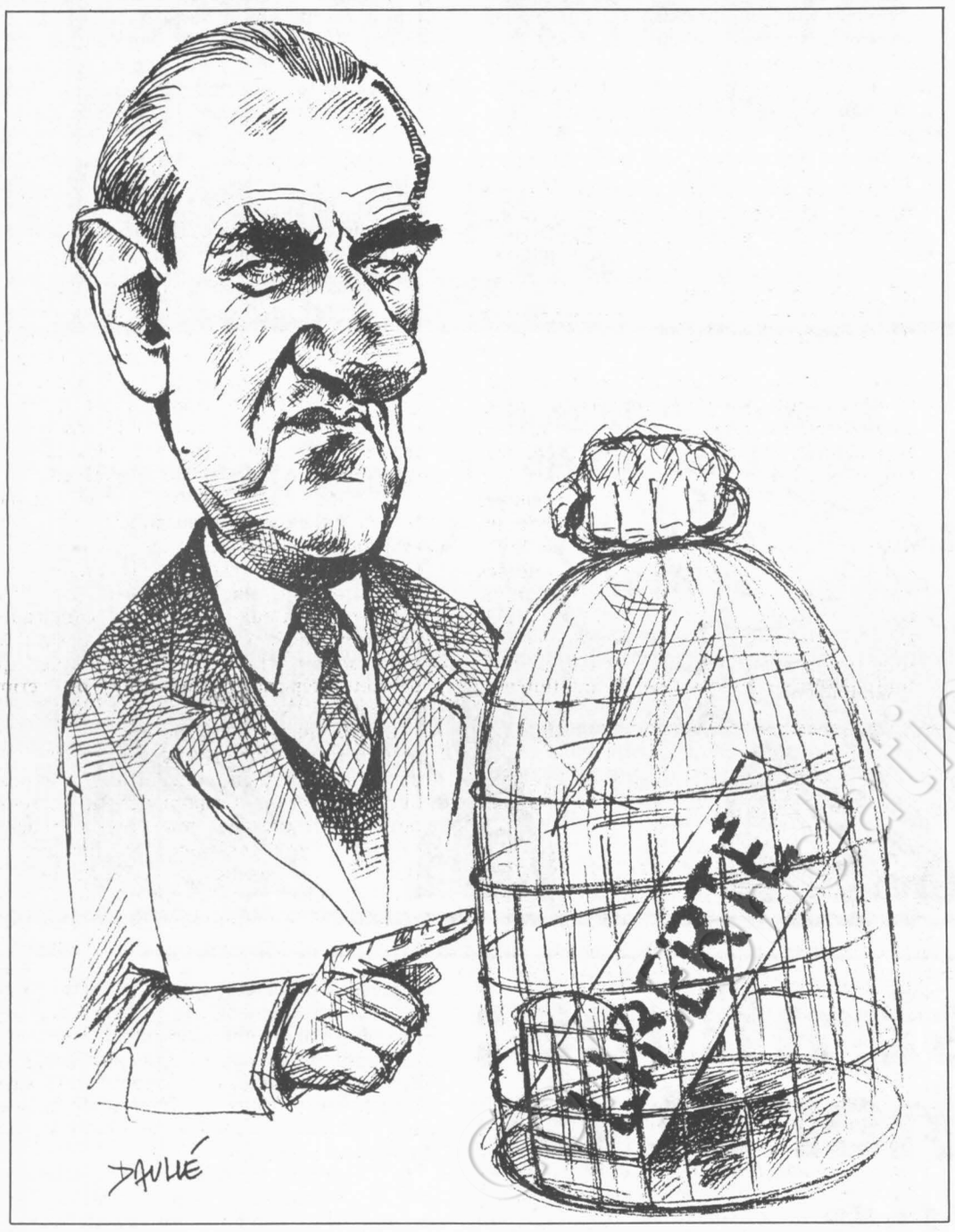
*Mais sachons alors être porteurs du message de toutes ces femmes et de tous ces hommes à qui le pouvoir giscardien a fait tant de mal, qui n'ont d'autres solutions pour s'exprimer que d'être candidat et qui attendent de nous appui et réconfort. Par exemple en adhérant au Comité de soutien à Jacques Belhomme (1) et en réclamant la vérité sur cette affaire.*

*(1) 11 bis, rue A. Mercié, 31000 - TOULOUSE.*



A.f.p.

*Marcel Lorenzoni, chef du groupe de Bastelica remettant les armes aux gendarmes le 10 janvier 1980.*







Sygma

*Ajaccio le 14 janvier dernier.*

# Nous sommes tous des Colette Meynard

***Condamnée sur présomptions par la Cour de Sûreté de l'Etat, Colette Meynard est à Fleury-Mérogis. Il faut l'en faire sortir; le déni de justice ça n'arrive pas qu'aux autres***

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

COMMENT une institutrice se retrouve devant la Cour de Sûreté de l'Etat pour avoir visité un camp palestinien au Liban. Comment elle est accusée d'avoir porté atteinte au territoire national et condamnée à cinq ans de prison dont trente mois ferme... L'affaire serait rocambolesque si elle n'était véridique. Colette Meynard, enseignante dans l'éducation spécialisée — c'est-à-dire auprès d'enfants « difficiles » — en Seine-Saint-Denis, est à Fleury-Mérogis depuis le 7 juillet.

Elle était une suspecte idéale : ancienne militante d'extrême gauche, syndicaliste active passionnée par son métier et la lutte contre l'injustice, femme. Cela suffit semble-t-il à dessiner le portrait d'une personnalité assez dangereuse pour la sécurité publique pour qu'il faille l'arrêter à l'audience, son cas à peine jugé, sans la laisser rentrer chez elle pour prendre quelques affaires.

« Ce que vous lui reprochez, vous pourriez nous le reprocher à tous », s'indignait Marie-Thérèse Guillon, militante C.f.d.t., témoignant lors du procès. Et le président ne démentait pas. Le procès de Colette a été exemplaire : ironie contre les militants maoïstes, haine avouée des syndicats, misogynie tendant à démontrer qu'une femme traînée devant cette juridiction d'exception ne pouvait être qu'une gourde ou une manipulatrice... C'est sur ce simple faisceau de présomptions que Colette a été accusée et jugée.

Le tout était de monter un dossier. La méthode est simple. Colette Meynard part au Liban en mars 1978 en compagnie de deux Corses dont l'un, Pantaléon Alexandrini, est militant du Front de libération corse. Au cours de leur séjour, ils visitent des camps de réfugiés et rencontrent le responsable de l'information du Fath. Lorsque Alexandrini est arrêté et accusé de plastiquages commis avant mars 1978 — Colette ne le connaissait pas alors — on décide de démontrer la thèse du complot international — la « main de Khadafi » en Corse — grâce à ce voyage. Il suffit ensuite à l'accusation de fouiller dans le passé de Colette pour tenter d'y trouver des preuves de son ignominie.

L'enquête, pourtant, ne donne rien : la perquisition dans les locaux de la Ligue communiste révolutionnaire ne permet pas de prouver son appartenance au mouvement. Elle a en effet abandonné le maoïsme en 1973 pour militer au Sgen. On tente d'attaquer sa compétence professionnelle en remarquant son échec à un examen mais ses collègues et l'Académie témoignent de ses qualités d'enseignante. On exhume ses livrets scolaires pour constater qu'elle a une fois signé son carnet à la place de ses parents : oh, quelle dissimulatrice ! On fouille sa vie privée : pourquoi n'est-elle pas mariée, pourquoi a-t-elle cessé de vivre avec son compagnon — un étranger ! — pendant quelque temps ? On désosse son compte de C.c.p. pour prouver qu'elle n'a pas payé son voyage, qu'elle a donc été invitée, sans tenir compte de son livret de Caisse d'Epargne sur lequel elle avait justement retiré l'argent du voyage. On tente de faire croire à un voyage clandestin, alors que les trois compagnons ont utilisé leur identité pour prendre des billets sur un vol direct pour Beyrouth. Surtout, on découvre un rapport secret, saisi en Corse avec des archives du F.n.l.c. Sous le nom de « Natale », ce rapport parle de maniements d'armes dans un camp palestinien, de fournitures d'armes à la Corse. Les fins limiers de l'accusation estiment que, Natale voulant dire « Noël » en corse et Noël étant l'anagramme de Léon, surnom d'Alexandrini, il s'agit d'un rapport rédigé par Alexandrini à la suite de son voyage au Liban. Que la police ait travaillé sur une copie, l'original s'étant perdu, que le document n'ait pas été communiqué à l'avocat de la défense, qu'importe ! L'avocat général fera de ce rapport la pièce centrale de son accusation.

Bien que la défense ait obtenu la dissociation de l'affaire de Colette et du cas d'Alexandrini, la cour n'a cessé de faire l'amalgame entre les deux sujets. Pratique courante pour cette juridiction qui déroge aux règles du droit français sur des points essentiels : le premier président en est nommé par le président de la République et révocable par lui à tout moment. Tous les juges sont nommés en conseil des ministres, parmi eux des militaires. Et c'est le gouvernement seul qui décide de l'ouverture ou de la levée des poursuites. Ainsi, c'est le Premier ministre lui-même, dans le cas de Colette, qui a décidé du libellé de l'inculpation : « Entente dans le but de commettre des crimes contre les biens et les personnes en liaison avec une entreprise tendant ou consistant à porter atteinte au territoire national. » Le premier juge d'instruction chargé du dossier, sans doute favorable à un non-lieu, en avait été dessaisi peu de temps avant le procès.

Pourquoi un tel acharnement ? L'occasion devait paraître trop belle au gouvernement, pour accuser les autonomistes de complot international. Dans le but évident de les disqualifier aux yeux des Corses eux-mêmes. Ce qui évite de s'interroger sur les causes profondes de l'agitation dans l'île et de trouver une autre solution que la répression **(voir l'article d'Antoine Sanguinetti).**

Colette Meynard, prise dans cet engrenage où elle n'avait pas sa place, a choisi de ne pas se désolidariser. Elle insiste pour que son comité de soutien participe à la campagne pour la libération des détenus corses. De sa prison, elle écrit : « Il faudra bien que les yeux s'ouvrent, ici, sur les graves questions qui sont posées en Corse et que les préjugés ou certains vils intérêts soient vaincus au nom de la loi simplement humaine. »

La Cour de Sûreté de l'Etat ne souffrant aucune procédure d'appel, un seul recours s'offre à Colette et à son avocat : le pourvoi en cassation. Les conclusions de l'avocat viennent d'être déposées dans ce but. Reste à la cour à statuer : « Pour cela, tout dépend du rapport de force que nous aurons réussi à créer », explique Jocelyne Bac, amie de Colette et animatrice du comité de soutien pour sa libération.

La campagne qu'ils ont réussi à mener autour de l'affaire commence à avoir un certain retentissement : 50 000 cartes postales demandant la libération de l'institutrice ont été envoyées au président de la République, ainsi que des pétitions. Les syndicats d'enseignants du département de Seine-Saint-Denis, appuyés par les organisations nationales, le P.s. et le P.s.u., ont organisé cette campagne. C.g.t. et P.c. préfèrent faire bande à part. A l'actif du comité de soutien, une brochure sur l'affaire va bientôt sortir, d'ici une semaine si tout va bien. Cent trente personnalités — des politiques, des universitaires, des artistes, des prêtres, parmi lesquels beaucoup de socialistes et de « compagnons de route » du P.c. — ont signé un appel en sa faveur qui va paraître dans la presse. Enfin, un gala de soutien est prévu pour le 20 février, à la grande salle des fêtes de Bondy, « Difficile à organiser, nous connaissons peu d'artistes mais nous ne désespérons pas ».

Sortir Colette Meynard de prison, lui permettre de réintégrer l'Education nationale serait la moindre des choses dans une démocratie. Son cas ? Une affaire de plus qui ouvre la voie à la notion de « délit d'opinion » puisque aussi bien rien d'autre ne peut lui être reproché. Une affaire inquiétante également car elle étend la compétence de la Cour de Sûreté de l'Etat, tribunal aux règles scandaleuses dont les organisations démocratiques ne cessent de demander la dissolution. ●

# CHOMAGE: CEUX QUI SONT EN PREMIERE LIGNE

## I. Jeunes : la quête angoissée du premier emploi

PAR CHRISTINE COTTIN

« F comme Fairbanks », c'est la belle histoire de deux jeunes qui rient, qui s'aiment. Et puis de jour en jour, tout s'effrite parce qu'André, vingt-six ans, de retour de son service militaire, malgré un diplôme d'ingénieur chimiste, ne trouve pas de travail. La conjoncture...

André voudrait bien vivre avec Marie, mais pas à ses crochets. Alors il lave des voitures, devient manœuvre sur un chantier, porteur dans une gare. Avec cet écœurement qui revient sans arrêt et lui donne envie de tout casser. Il se sent floué, méprisé, méprisable. Et ce regard accusateur des adultes, qui lui reprochent son inactivité !

André voulait être un héros à la Douglas Fairbanks, le Zorro du cinéma muet américain. Il voulait offrir une vie de rêve à Marie. Il n'a plus à lui offrir que son désespoir. A en devenir fou. A terminer dans une ambulance.

Les dégâts du chômage chez un jeune ne pouvaient être mieux illustrés que par ce film de Maurice Dugowson (1975) au ton juste, plein de finesse, léger malgré la gravité du sujet. L'équipe d'Armand Jammot ne s'y est pas trompée en programmant ce film pour les Dossiers de l'écran le 25 janvier dernier avec pour thème : le chômage des jeunes, la recherche du premier emploi. S.v.p. a croulé sous les appels angoissés des jeunes, de leurs parents. Appels rageurs, également, de chefs d'entreprise n'arrivant pas à pourvoir un poste : « Je ne crois pas au chômage. Les jeunes ne veulent rien faire et profiter de tout. »

Dès le départ, on a pu mesurer l'un des effets dévastateur du chômage des jeunes sur une population : entre les générations montantes et les autres, le courant ne passe plus. C'est le fossé, le trou noir. L'amertume, le désespoir des jeunes et l'incompréhension de leurs aînés se sont sentis jusque sur le plateau. Autour des animateurs de l'émission, trois jeunes chômeurs — deux garçons et une fille — ont écouté poliment Jean-Pierre Fourcade, ex-ministre des Finances et sénateur-maire de Saint-Cloud, et le chef d'une agence pour l'emploi lyonnaise qui ont raconté la diversité des initiatives prises par eux pour remédier au chômage et leur succès. « C'est très bien chez vous, leur ont rétorqué les jeunes, mais chez nous, on peut vous le dire, ce n'est pas comme ça ! » Fourcade a eu beau expliquer, démontrer, assurer la législation sociale trop stricte, rien n'y a fait. « Vous ne pouvez pas comprendre ce que nous vivons », a fini par lui opposer Eric, dix-huit ans, au chômage avec un C.a.p. d'ajusteur. « Si, a répondu Fourcade bien décidé à ne pas se laisser déborder, parce que nous avons des enfants. » « Oui, mais ils ne sont pas au chômage ! » Ce cri du cœur d'Eric, Fourcade n'a pas pu le parer. Il s'est tu.

Ce racisme anti-jeune, Pierrette Sartin, consultante experte à l'emploi des jeunes au Bureau international du travail, l'a confirmé. Avec des chiffres : plus d'un chômeur sur deux a moins de vingt-cinq ans. Avec une enquête réalisée par le C.n.p.f. auprès du patronat : les employeurs ne veulent pas de jeunes parce qu'ils sont sales, qu'ils ont les cheveux longs, qu'ils n'aiment pas travailler et qu'ils aiment faire la révolution !

Des apriorismes totalement faux, Jacques Delors, député socialiste au Parlement européen, l'a redit. Les jeunes présents sur le plateau et les appels de S.v.p. le confirmaient : la plupart d'entre eux sont prêts à accepter n'importe quel boulot, et même à s'expatrier loin de leur famille. Encore faut-il que leur jeune âge ou leur inexpérience ne soit pas prétexte à les maintenir dans des tâches annexes — balayage, etc. — qui n'ont rien à voir avec le métier qu'ils sont censés apprendre. Au hit parade des réticences nationales, les filles sont largement en tête : pour 78 000 garçons à la recherche d'un premier emploi, elles étaient 158 000 dans le même cas. Là, on a vu Fourcade, partagé entre l'exaspération con-




## Réformes administratives : ça ne coûte pas cher et ça peut rapporter gros

*Faciliter les rapports des citoyens et de l'administration est louable, s'en aviser trois mois avant les élections l'est moins*

PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

GRAND branle-bas dans le Landernau politique : voilà qu'à trois mois des élections le gouvernement s'avise qu'il est urgent de faciliter les rapports des citoyens et de l'administration. Bravo ! Les arrière-pensées électorales ont beau être évidentes, il ne s'agit pas de cracher dans la soupe si des mesures efficaces sont décidées pour aider les usagers à défendre leurs droits face aux citadelles administratives. Pour les guider dans la jungle inextricable des textes législatifs, règlements et circulaires qui se sont superposés mois après mois depuis Napoléon Ier au pays de Descartes et du jacobinisme. Des milliers de textes qui, souvent appliqués au raz des paquerettes, aboutissent à des situations à la Kafka.

Chaque matin Guy Thomas sur Europe 1 raconte un de ces litiges absurdes et révoltants. Madame F. se voit refuser l'exonération de la taxe télévision. Motif : elle vit avec ses deux parents... il faudrait que l'un des deux soit mort pour qu'elle ait droit à l'exonération ! Tel autre, dans une situation financière dramatique, met des mois à obtenir le règlement de sa retraite. Et l'administration des P.t.t. réclame le règlement d'une facture téléphonique de 40 000 F à un restaurateur dont la note est habituellement de 1 000 F par mois ! Ici l'aberration est telle que, pour une fois, le tribunal administratif a rendu, le 29 décembre 1980, un jugement favorable à l'usager : la charge de la preuve incombe en l'occurrence à l'administration — à elle d'établir le bon fonctionnement du compteur...

Des dizaines de dossiers arrivent chaque semaine sur les bureaux de Guy Thomas et de Roger Gicquel. Ces deux « médiateurs » radiophoniques ne plaident que les causes archi-solides : devant leur audience les ministres sont bien souvent obligés d'obtempérer et de faire pression sur leurs administrations.

Mais les litiges pullulent et les circuits judiciaires administratifs sont saturés : 44 000 affaires en attente en 1975, 63 000 en 1980 ! Et encore les litiges administratifs ne dépendent pas tous du tribunal administratif : selon le cas il faut parfois saisir le tribunal judiciaire ou même directement le Conseil d'Etat. Parfois, il faut avoir tenté un recours préalable auprès de l'administration et parfois non... Pour obtenir justice, l'administré doit passer des heures à éplucher les textes, à remplir des dossiers, à effectuer des démarches. Et il doit, dans la plupart des cas payer (cher) les services d'un avocat. Pour obtenir, le plus souvent des dommages et intérêts dérisoires. Dans ces conditions, très rares sont les bagarreurs qui s'obstinent. D'autant que les délais sont énormes : si vous envoyez un dossier au Tribunal administratif, celui-ci met un an... à se déclarer compétent ou incompétent ! Dans ce dernier cas, tout est à recommencer à zéro.

Pas de doute : il est urgent de ne plus attendre pour changer le rapport de forces entre administrés et administration. Mais les mesures décidées par le gouvernement font-elles réellement le poids ? Jean-François Deniau, ministre chargé des réformes administratives, et Jacques Barrot, ministre de la Santé, ont annoncé le 22 janvier au cours d'une conférence de presse trois mesures destinées à simplifier la vie des assurés sociaux.

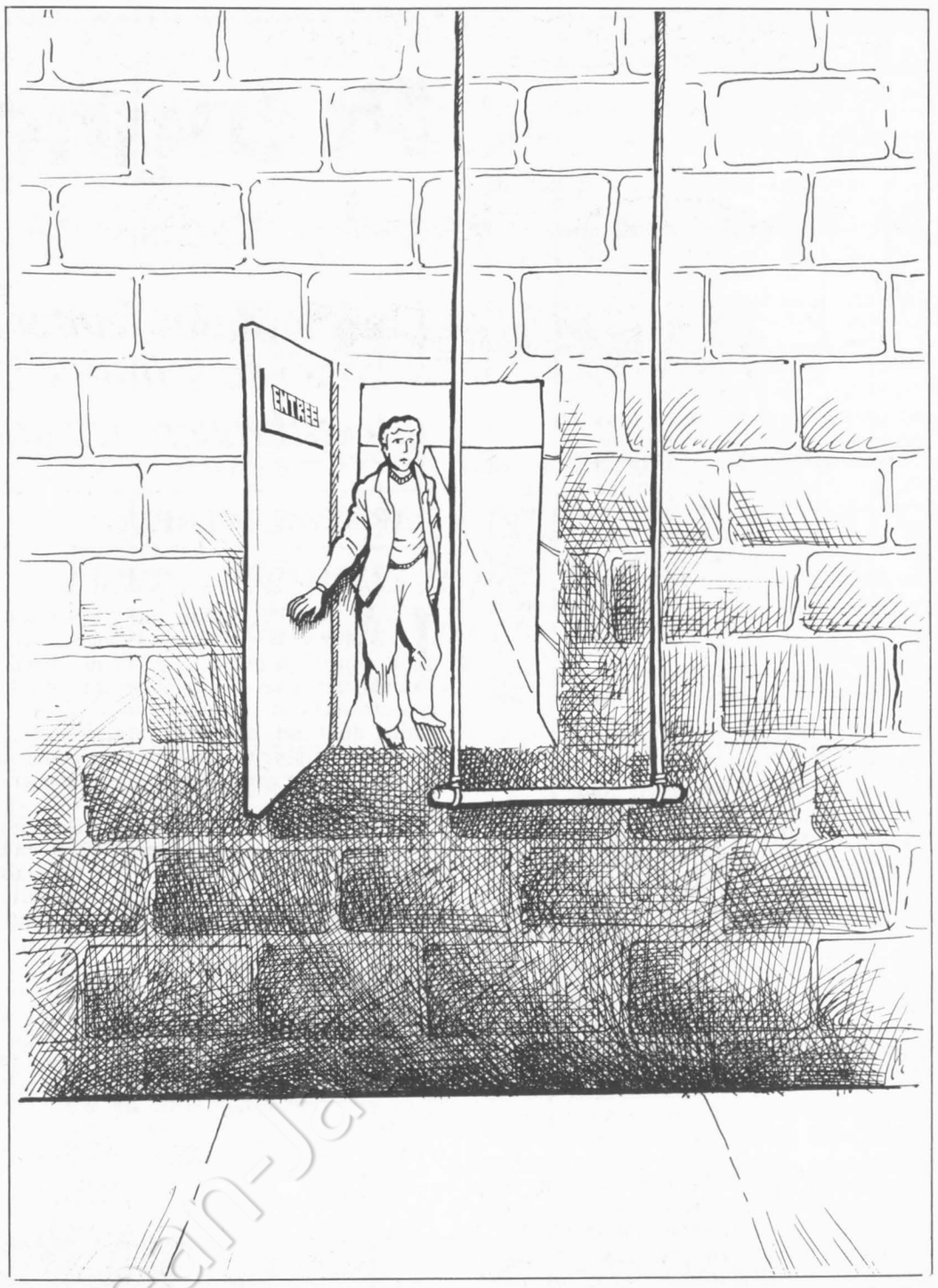
► Désormais l'affiliation à une caisse de Sécurité sociale se fera en fonction du lieu du domicile et non pas du lieu de travail. Ce qui permet de supprimer bon nombre de paperasseries en cas de changement fréquent d'employeur. Mais en France, toute mesure a ses exceptions : fonctionnaires, étudiants, agents de la S.n.c.f. et de l'E.d.f.-G.d.f., forains, travailleurs frontaliers, j'en passe, ne sont pas concernés...

► Inutile dorénavant de joindre l'ordonnance à la feuille de maladie. Le contrôle se fera par sondage et a posteriori. Les caisses de Sécurité sociale qui étaient obligés de renvoyer les ordonnances à leurs propriétaires se sont aperçues que ce va et vient postal leur coûtait cher : ce trafic de 300 millions d'ordonnances par an coûte 400 millions de francs sous forme de frais d'affranchissement à la charge des caisses ! Et l'on s'aperçoit soudain que l'on pouvait fort bien faire l'économie de cette dépense. Une mesure qui simplifie incontestablement la vie des usagers de la Sécurité sociale... et qui rapporte des sous aux caisses. Mais, là encore, ce serait trop simple ! En France tout changement, même évident, doit être « expérimenté ». Ainsi, les Parisiens seront eux toujours obligés d'envoyer leurs ordonnances. Cette mesure ne sera effective à compter du 2 mars 1981 que dans trente-trois caisses d'assurance maladie (Auxerre, Belfort, Besançon, Dijon, Montauban, Toulouse, etc.). Il faudra donc savoir si l'on est ou pas dans une caisse « expérimentale »... Ce n'est qu'au 1er janvier 1982 que la mesure sera généralisée à toute la France. Jusque-là cela constitue une discrimination réelle entre les usagers selon leur lieu de résidence !

tre ces femmes qui veulent toutes travailler et la nécessité de faire bonne figure, compte tenu des appels du pied électoraux que Giscard est en train de leur faire.

Inadéquation de l'offre et de la demande, c'est vrai. Mais que faire ? Les pactes pour l'emploi, a répondu Fourcade. Manque de chance, ces pactes ont été désignés par les appels de S.v.p. comme la bête noire numéro deux des jeunes chômeurs, après l'agence pour l'emploi. Seule expérience un peu positive, les contrats emploi-formation. Encore Jacques Delors a-t-il rappelé qu'ils n'ont bénéficié qu'à 65 000 jeunes en 1980 — sur 750 000, c'est peu. De plus, ils n'ont pas bénéficié à ceux qui en avaient le plus besoin, comme Jean-Michel, seize ans, orphelin de père, qui a arrêté ses études pour aider sa mère, et bien sûr, ne trouve rien. Enfin, pour les jeunes qui en ont bénéficié, seulement un sur deux a trouvé un emploi à la fin du contrat : 35 000 jeunes casés, c'est mieux que rien, mais c'est encore très peu.

Les caméras indiscrètes l'ont montré : un seul discours d'adulte sur le plateau a entraîné des hochements de tête approbateurs des jeunes. Celui de Jacques Delors. « Sans faire de démagogie financière, avec de la volonté et de l'imagination, on peut renverser le vapeur, créer des emplois au lieu de payer des chômeurs, en bref, on peut rendre l'espoir. Encore faudrait-il que dans ce pays, nous ayons des dirigeants qui arrêtent de trouver la politique monétaire plus importante que la politique de la formation et de l'emploi. » Plus qu'un problème social, cela débouche sur un problème de société, comme a bien voulu l'expliquer Jacques Delors à « l'Unité ». ●




# Jacques Delors : "Quelle est cette société qui offre à un adolescent le pointage à l'A.n.p.e. pour toute perspective ?"

***« L'UNITE » : Au début du mois de décembre 1980, l'Agence nationale pour l'emploi recensait près de sept cent cinquante mille jeunes de moins de vingt-cinq ans à la recherche d'un emploi dont deux cent trente-sept mille à la recherche de leur premier emploi. Par les temps de crise qui courent, le chômage des jeunes ne devient-il pas inéluctable, pour ne pas dire une fatalité ?***

JACQUES DELORS : Certainement pas. Je n'en veux pour preuve qu'un fait : le chômage des jeunes est beaucoup plus important en France que dans les autres pays du monde occidental. Chez nous, les jeunes représentent la moitié des chômeurs. Ce qui est encore plus inquiétant, c'est qu'un jeune Français de moins de vingt-quatre ans sur sept est au chômage, contre un jeune Allemand sur vingt-cinq par exemple. C'est bien simple : il n'y a que l'Italie pour faire pire que nous dans ce domaine.

Alors bien sûr, les milieux officiels invoquent, non sans raison, l'importance du facteur démographique. C'est vrai que chaque année sept cent mille jeunes arrivent sur le marché du travail en France pour seulement cinq cent mille départs à la retraite. Il faudrait donc créer deux cent mille emplois nouveaux rien que pour combler la différence.

Mais cela n'explique pas tout. L'observation attentive que j'ai faite, depuis des années, des politiques de la formation et de l'emploi dans les pays européens, montre que la France a pris un retard considérable sur ce point.

— ***Comment expliquez-vous ce retard ?***

— C'est bien simple. Rien n'a été fait depuis sept ans, ni pour faire prendre conscience de la gravité de ce poblème ni pour y remédier sérieusement.

Pensez qu'il a fallu attendre l'année 1980 pour qu'on annonce des expériences de séquences de travail pour les écoliers et des expériences de formations alternées. L'Allemagne, elle, s'y est mise depuis longtemps, avec des formes qui lui sont bien particulières, notamment l'accent mis sur l'apprentissage. Mais un apprentissage qui n'a rien à voir avec celui qui se pratique en France, et qui présente l'avantage de réunir dans un même cycle de formation neuf sur dix des jeunes qui travailleront ensemble dans la même entreprise. D'où, bien entendu, des relations de travail et des rapports hiérarchiques bien moins élitistes et distants qu'en France.


Pascal Lebrun

***Jacques Delors.***

Le diagnostic, chez nous, est — hélas — facile à faire : il était prévisible que la France aurait cette grande vague de jeunesse qui viendrait sur le marché du travail. C'était une chance considérable. Mais depuis que nous avons quitté les « golden sixties » et la croissance forte, rien n'a été fait d'une ampleur suffisante pour tenter de donner à ces jeunes une véritable chance.

— ***En fait, en plus d'un problème social, c'est un véritable problème de société que vous posez ?***

— Sans aucun doute. On a souvent insisté sur les effets dramatiques et pervers du chômage massif que l'on ose à peine en parler. Et pourtant, je demeure persuadé qu'un important sous-emploi installé dans notre société aura inévitablement — et a déjà — comme conséquences l'accroissement des inégalités, une démoralisation de la société et un abaissement du goût pour le travail. Ces observations peuvent être faites d'une manière encore plus aiguë en ce qui concerne les jeunes. En effet, quelle est cette société qui offre au jeune adolescent prêt à devenir adulte pour toute perspective le pointage auprès de l'A.n.p.e., les longues journées oisives, le flipper ou bien les petits boulots sans contenu et sans avenir ? Il y a déjà là de quoi réfléchir. Pensons un instant aux jeunes de douze à seize ans qui sont actuellement à l'école et qui ont sous les yeux le spectacle du grand frère ou de la grande sœur au chômage. Comment voulez-vous que ces jeunes-là croient en leur école, en leur avenir ? On dit souvent que l'école est en crise, pour de multiples raisons d'ailleurs. Il semble bien que l'un des facteurs d'aggravation de la situation à l'école soit justement ce manque total de perspectives qu'ont ces jeunes quant à leur avenir.

A partir de là s'accentue toute une série de problèmes, comme celui de la coupure entre les générations par exemple. On entend de plus en plus souvent des réflexions qui traduisent, en fait, un racisme anti-jeunes. « De nos jours, les jeunes ne veulent plus travailler », ou bien « ils refusent tel ou tel emploi ». Il est vrai que quelques exemples vont dans ce sens. Mais je peux vous dire que toutes les études scientifiques, à commencer par celles effectuées par mon propre centre de recherche, montrent que neuf jeunes sur dix n'ont qu'un objectif, je dirai même qu'une hantise : trouver un travail. Parce que le travail demeure pour eux l'un des éléments de leur dignité. Il semble que la valeur travail reste encore très forte en France. C'est un crime contre la nation de la laisser se dévaloriser.

— ***Certes. Mais que faire ?***

— En préalable, impérativement, il faut une autre politique sociale et économique qui crée les conditions d'un retour progressif au plein emploi. Je dis bien progressif. Il n'y a pas de remède miracle. Les Français le savent bien. L'économie française, comme toute les économies européennes, est aux prises avec de formidables défis : la nouvelle compétition internationale, avec, au premier rang, le Japon et les pays à bas salaires, la nouvelle révolution industrielle qui subsiste des machines ou des microprocesseurs aux travailleurs, la difficulté de réaliser une croissance plus forte, sans accroître l'inflation et le déficit du commerce extérieur. A noter, d'ailleurs, qu'en 1980, on a tout cumulé : l'inflation, le déficit du commerce extérieur et l'accroissement du chômage, ce qui est quand même un comble !

Ce retour progressif au plein emploi n'est possible que dans le cadre d'une poli-

***(suite en page 10)***

► Troisième et dernière mesure : l'attestation annuelle d'activité salariée (fournie par les employeurs) qui permet d'éviter l'envoi des trois derniers bulletins de salaire à chaque demande de remboursement sera « à terme » supprimée. Les déclarations faites par ailleurs par les employeurs à la Sécurité sociale peuvent suffire en effet à justifier l'établissement des droits au remboursement sans qu'il soit besoin de recoupements supplémentaires. Là encore, la suppression réelle de cette paperasserie inutile, lourde charge pour les petites entreprises, n'intervient dans un premier temps qu'à Evreux, Grenoble et Tours. « L'expérience » si elle est concluante sera généralisée à partir de 1982.

Ces trois mesures ne sont certes pas négligeables. Mais on ne peut s'empêcher de constater qu'elles s'intègrent à une vaste offensive de charme en direction des usagers-électeurs de base. Une offensive qui ressemble plus à un saupoudrage de mesures ponctuelles qu'à un véritable plan de réformes administratives. Ce n'est un secret pour personne : si Jean-François Deniau, l'un des lieutenants désignés de Giscard, a été nommé en octobre ministre des réformes administratives, c'est surtout pour avoir le temps de s'occuper de la campagne électorale du président. Ce qui n'exclut pas un autre objectif : valoriser l'ensemble des mesures déjà prises (ou sur le point de l'être) en faveur des usagers de l'administration. En amont du médiateur officiel — Robert Fabre — qui ne peut être « saisi » que par l'intermédiaire d'un parlementaire, le gouvernement tend à multiplier les soupapes de sécurité pour enrayer le ras-le-bol des usagers.

► Dix « conseillers publics » ont été désignés début décembre. Ces fonctionnaires « expérimentaux » ont pour tâche d'aider les usagers à rédiger lettres et formulaires ou à mettre en forme leurs requêtes. La formule est appliquée dans les sous-préfectures de Castres, Dunkerque, Mantes, Meaux, Palaiseau, Pontivy, Romorantin, Sens et dans les préfectures de Bourges et de Marseille.

► Des comités départementaux sont chargés de régler à l'amiable les dommages qui engagent la responsabilité de l'Etat (trou non signalé dans la chaussée, accident causé par un camion municipal, etc.). Ces comités sont mis en place dans cinq départements (Cher, Hautes-Alpes, Haute-Marne, Moselle et Val-d'Oise). Toujours la règle d'or de l'expérimentation !

► Des centres de formalités destinés aux entreprises seront installés dans les chambres de commerce et d'industrie : il s'agit de permettre d'effectuer les diverses formalités (Urssaf, Impôts, Assedic, Insee, etc.) dans un endroit unique.

► Des « modérateurs » (sic) vont être nommés dans seize départements : ils s'occuperont exclusivement des litiges entre les services de l'Equipement et les usagers. Ces litiges sont en effet particulièrement nombreux, notamment pour les permis de construire. Les dossiers qui aboutissent au tribunal administratif en témoignent : le ministère de l'Environnement est l'une des lanternes rouges en ce qui concerne les rapports avec les usagers...

La multiplication des relais chargés de mettre de l'huile dans les rouages administratifs témoignent certes d'une volonté politique. Mais la réforme administrative est un serpent de mer qui revient périodiquement à la mode. Pour deux raisons majeures :

► L'administration est une très vieille dame pleine de rhumatismes et d'habitudes sacrées : pas facile de lui faire courber l'échine car simplifier la vie des administrés c'est souvent compliquer celle des fonctionnaires.

► Pour le gouvernement c'est un thème qui « paie » : l'attaque des privilèges et des abus de l'administration est (à juste titre) très populaire... et les mesures prises en faveur des usagers ont l'avantage de ne pas coûter cher ! Voire même de permettre des économies ! C'est tout bénéfice. ●

*(suite de la page 9)*

tique volontaire dont je ne rappellerai que les grandes lignes.

► il faut développer notre effort de recherche scientifique et les investissements productifs ;

► emprunter les nouvelles filières de production ;

► reconquérir notre marché intérieur ;

► créer les conditions favorables à la multiplication des petites et moyennes entreprises qui sont — l'exemple américain le montre — les plus créatrices d'emplois ;

► se lancer hardiment dans des expériences d'emploi d'utilité collective que j'ai préconisés depuis longtemps, mais qui n'ont été appliquées que dans des pays étrangers où les socialistes sont au pouvoir ;

► partager le travail entre ceux qui en ont un et ceux qui n'en ont pas. Cela ne veut pas dire travailler moins, mais travailler moins individuellement pour travailler plus collectivement. Donc mettre en lumière cette belle idée de solidarité.

Voilà la panoplie rapidement esquissée pour changer le cours des choses.

***— Une fois ce cadre général créé, n'y a-t-il pas des mesures particulières à prendre en faveur des jeunes ? A ce propos, que pensez-vous des pactes pour l'emploi ?***

— Bien sûr, un problème aussi lourd de conséquences pour l'avenir d'un pays nécessite un plan d'action très étudié.

A ce titre, le pacte pour l'emploi des jeunes ne constitue qu'un balbutiement. On ne peut pas dire systématiquement que tout soit mauvais dans cette expérience. Il me semble notamment que les contrats emploi-formation — qui existent d'ailleurs depuis plus longtemps — répondent bien au double souci qui doit être le nôtre : d'une part permettre à chacun d'acquérir une formation professionnelle et d'autre part, leur donner l'occasion de se tester dans un véritable travail. Par conséquent, le contrat emploi-formation, sorte d'enseignement en alternance, s'il est conduit dans des conditions rigoureuses et correctes, devrait permettre à de nombreux jeunes de sortir de la situation où ils sont. Malheureusement, ces contrats concernent moins de 20 % de jeunes visés par le pacte pour l'emploi.

Pour les autres formules, elles sont beaucoup plus discutables. Parce qu'elles débouchent rarement pour les jeunes sur un emploi stable, qu'elles ne leur fournissent pas d'éléments de culture générale ni de formation professionnelle qui leur permettront ensuite de faire face aux multiples aléas de la vie du travail. Au surplus, le pacte n'a que trop peu bénéficié aux plus défavorisés, c'est-à-dire à ceux qui sortent de l'école dans les plus mauvaises conditions.

Ce qui m'amène à souligner l'importance des formations de base, générales et techniques. Nous savons que dans les sociétés développées, une personne sur deux ne fait plus, au bout de cinq ans, ce pour quoi elle a été formée. Ce qui montre bien l'exigence d'avoir un ensemble de savoir et de savoir faire permettant d'affronter les mutations du monde professionnel. Qu'il faille une plus grande liaison entre le système d'enseignement et le système économique j'en suis convaincu. Encore ne faut-il pas que cela se termine comme c'est le cas aujourd'hui par une mainmise patronale et à courte vue.

Il faut enfin dénoncer la segmentation du marché du travail et la constitution, de fait, d'une « armée de réserve » taillable et corvéable à merci. Elle est constituée essentiellement de jeunes et de femmes condamnés à des emplois précaires et non valorisants. En fait, c'est l'acquis de soixante ans de lutte du mouvement ouvrier qu'il faut sauver : la possibilité pour chacun d'être informé de la potentialité du marché du travail, de négocier son contrat. Somme toute, de jouer sa chance.

(propos recueillis
par CHRISTINE COTTIN)

## Les entretiens du jeudi

***de 19 à 21 heures***
***dans la grande salle***
***du 10, rue Solférino***
***75007 Paris***

5 FEVRIER : Serge Moati, délégué national à l'Audiovisuel, et Colette Audry, déléguée nationale à la Formation.

19 FEVRIER : Elisabeth Badinter, philosophe et écrivain et Bertrand Delanoë.

26 FEVRIER : Daniel Mayer et Paul Quilès.

5 MARS : Jacques Attali et Pierre Bérégovoy.

12 MARS : Léon Schwarztzenberg, cancérologue, et Marcel Debarge.

19 MARS : Benoîte Groult, écrivain, et Jean Pronteau.

26 MARS : Lionel Jospin.

# Pologne : le feu couve

***Lech Walesa, leader de conciliation, donc contesté, a passé sa semaine à jouer les pompiers pour éteindre les feux qui embrasent les quatre coins de la Pologne***

PAR JEAN OFFREDO

LE conflit autour des « Samedis libres » a pris, en Pologne, une dimension grave. Il provoque depuis plusieurs semaines un affrontement entre le gouvernement et le nouveau syndicat Solidarité dont on ne peut prévoir l'issue. Pourtant, nombreux sont ceux qui pensent à Varsovie qu'un compromis est parfaitement possible.

Rappelons l'enjeu du problème. Dans les accords de Gdansk du 31 août 1980, il était prévu que désormais les ouvriers polonais ne travailleraient plus le samedi, cela afin de ramener la semaine de travail à quarante heures, comme elle existe déjà en d'autres démocraties populaires.

En Pologne, la pratique courante jusqu'alors était de quarante-quatre à quarante-six heures, avec en plus, s'agissant des mineurs, un rythme de travail de 3 × 8.

Le gouvernement a signé cet accord et Solidarité demande le respect de la parole donnée. Mais les autorités de Varsovie, ou du moins l'aile qui au sein du parti tente de freiner le mouvement, trouvent que la promesse faite alors est dangereuse pour l'équilibre économique du pays. D'où la décision unilatérale, au début de l'année, de revenir sur ce point du protocole de Gdansk.



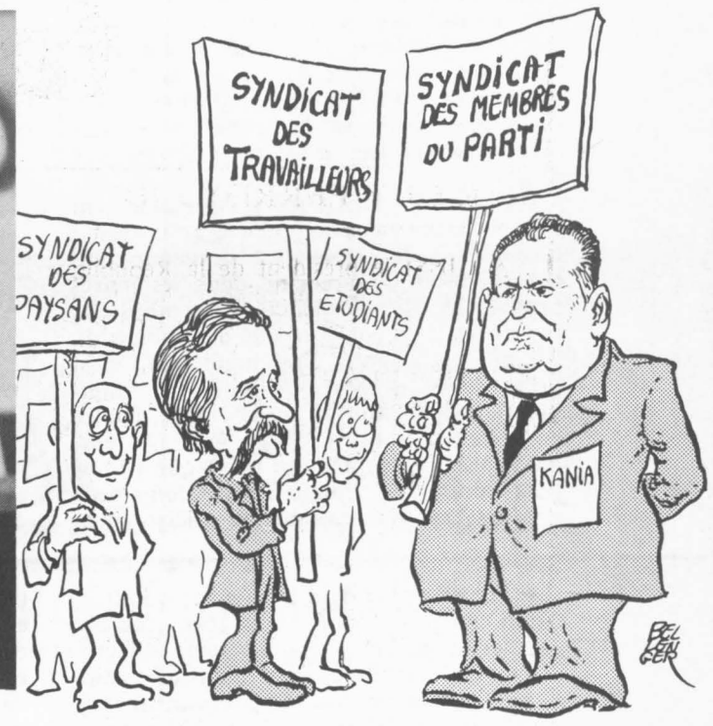

A.f.p.

*Manifestation de paysans venus réclamer à Varsovie la reconnaissance de leur syndicat.*




Sygma

*Lech Walesa à Rome.*




## *Un compromis est possible*

Cette attitude a provoqué la colère des ouvriers et par deux fois, le 10 et le 24 janvier, Solidarité a considéré que les samedis étaient libres, engageant les travailleurs à ne pas aller au travail.

La grève, car il faut bien l'appeler comme cela, du 24 janvier a été un succès pour le nouveau syndicat. Et le gouvernement est obligé d'en tenir compte. Il sera particulièrement intéressant de voir son attitude à la fin de ce mois, si en particulier il donne suite à sa menace de retenir sur les feuilles de salaire les journées ainsi chômées par fait d'arrêt du travail.

Il est vrai que la situation économique de la Pologne est difficile, et les syndicats de Lech Walesa, qui lui-même a durci le ton sous la pression d'une base de plus en plus impatiente, le savent bien. Mais Solidarité récuse la méthode employée, qui, selon son leader, ne respecte pas l'attitude de négociations, et le nouveau style de relations qui doivent désormais exister en Pologne.

Un compromis est possible pourtant. Entre les deux parties, on se bat pour une heure. 42 h 30, propose le gouvernement, c'est-à-dire cinq jours, mais avec un allongement du temps de travail quotidien ; 41 h 30, rétorque Solidarité. Le syndicat exigeant toutefois que le principe de la semaine de cinq jours pour 40 heures de travail soit définitivement reconnu, et qu'il soit mis progressivement en place, pour devenir la règle au début de l'année prochaine.

Cette question-là peut être réglée, encore que le bureau politique réuni d'urgence lundi dernier ait demandé seulement une réunion des experts de part et d'autre pour examiner la question. Il faut dire que cette crise divise les dirigeants polonais — un homme comme Stefan Olszowski, actuellement le numéro 2 du pouvoir, est partisan d'une attitude de rigueur et de fermeté — et elle fait ressortir soudain tous les autres points qui demeurent en suspens dans la mise en application des accords de Gdansk.

La possibilité d'un temps d'antenne à la radio et à la télévision, le vote d'un projet de loi sur les syndicats — préparé, mais qui dort dans les tiroirs —, l'élaboration de la nouvelle loi sur la censure, la libération des prisonniers politiques encore emprisonnés sont les revendications de Solidarité qui ne sont pas encore satisfaites. Pour appuyer tout cela, le nouveau syndicat est prêt à lancer un ordre de grève générale pour le 3 février. Car à Solidarité on pense, de plus en plus « haut et fort », que le gouvernement veut grignoter discrètement ce qu'il a dû accorder, malgré les beaux discours sur l'irréversibilité de ce qui a été vécu pendant l'été polonais. Et les propos modérés et apaisants de Lech Walesa et de Jean-Paul II pendant le voyage du leader de Solidarité à Rome n'ont pas contribué, apparemment, à détendre l'atmosphère.

Dans le même temps, la partie la plus engagée des agriculteurs manifeste de plus en plus contre les atermoiements des autorités, en particulier des organismes judiciaires, à reconnaître la validité des statuts, donc l'existence, d'un syndicat indépendant et autogéré dans l'agriculture, Solidarité rurale. Le premier secrétaire du parti, Stanislaw Kania, a fermement refusé la création d'une organisation qui rassemblerait des propriétaires, et non des ouvriers. Ce à quoi répondent les animateurs de Solidarité rurale qu'étant donné la structure de l'économie polonaise, ces mêmes paysans n'ont en fait qu'un véritable interlocuteur dont ils sont étroitement dépendants : l'Etat. Aussi bien pour leurs achats de matériel, d'engrais, et autres biens, que pour la majorité de leurs ventes.

## *Escalade verbale*

Ce conflit à la campagne a pris récemment un tour dangereux avec des occupations de locaux administratifs, suivies d'expulsions, des grèves de livraison et une escalade verbale peu propice au dialogue. La ville de Rzeszow, dans le sud-est du pays, où des agriculteurs occupent depuis plusieurs semaines le siège des anciens syndicats, est devenue un peu la capitale de cette contestation.

Lech Walesa qui s'efforce d'être un « leader de conciliation », est obligé de compter avec les tendances diverses qui existent au sein de Solidarité et qui vont jusqu'à le contester. Il a consacré sa semaine à jouer le « pompier » pour apaiser çà et là les feux qui ont embrasé différentes régions de Pologne, sans parler de ceux qui courent ailleurs.

Le problème aujourd'hui est de savoir si après cette guerre entre syndicat et pouvoir, ce n'est pas tout le pays qui risque de s'enflammer à son tour.

Et alors... ●




# L'Etat-spectacle fait un bide

PAR GUY PERRIMOND

AINSI le président de la République n'a pas de « principes ». Mardi soir, au cours de l'émission « Une heure avec le président », Valéry Giscard d'Estaing a tenté d'expliquer aux Français, à ceux tout au moins qui ont eu la patience d'aller jusqu'au bout de cette heure sans surprise, sans tonus, que la politique étrangère actuelle avait des « objectifs » certes, mais se passait fort bien de « principes » qui, chacun le sait, ne sont que des « dogmes », des « doctrines fixes ». Etrange vision du rôle de la France !

Qu'une politique étrangère soit faite d'objectifs successifs, variables suivant le temps, les circonstances, l'environnement, qui pourrait en douter ! Mais sans principes de bases, sans ligne directrice dépassant les intérêts — légitimes — de l'Hexagone, l'addition d'objectifs n'est somme toute qu'un catalogue. Et, à chaque page tournée voici le rayon literie — ici on se couche —, le rayon gadgets — les modes passent vite — le rayon des voyages organisés, etc.

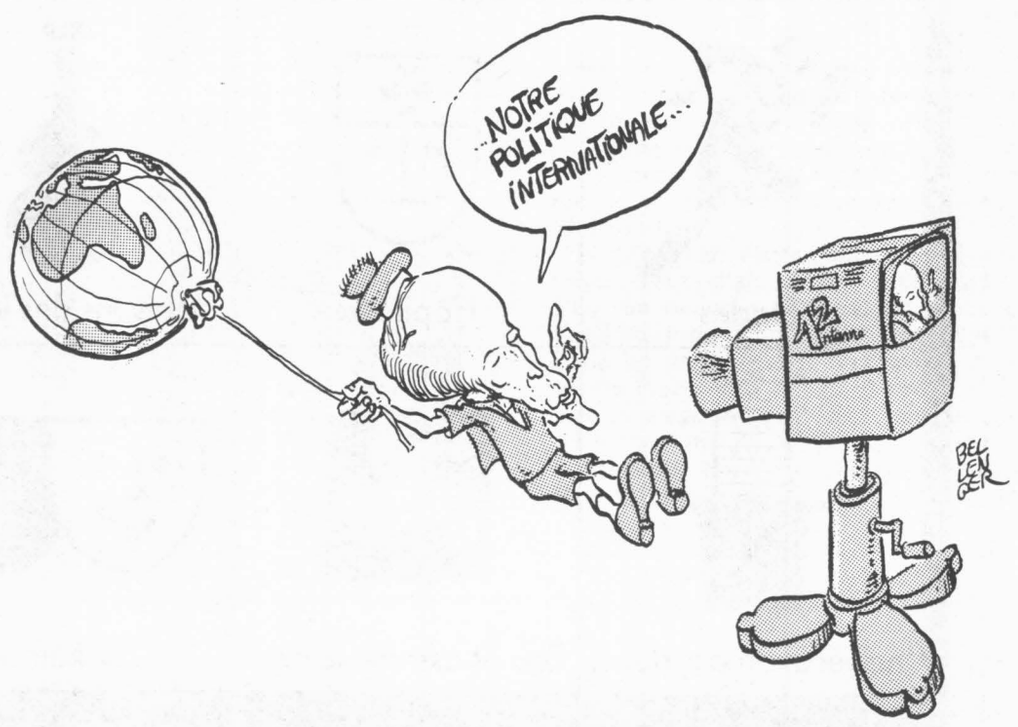
Oublier le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes par exemple, la nécessité d'un nouvel ordre économique mondial, la nécessité du droit et le rôle des traités, ne pas dire qu'il est des événements inacceptables, des dictatures symboles avec qui il convient de prendre des distances, c'est aller « d'objectifs » en « objectifs » sans repère. C'est ôter toute lisibilité à la politique suivie, c'est la rendre « floue », « imprévisible » et, le plus souvent, irréaliste.

Etrange après cela d'entendre le président de la République déclarer que « la France s'est portée en avant ». En avant de quoi ? Où sont ses succès, son influence. Sort-elle grandie du rôle que lui fait jouer le chef de l'Etat. A suivre les événements qui ont scandé la vie de la planète ces dernières années l'impression qui domine est plutôt que « la France a suivi le vent », hésitant dans chacun des grands domaines de la politique étrangère, rapport Est-Ouest, Afrique, Europe, etc.

Un exemple suffira, celui de l'Afrique. Voici un continent où notre pays a des responsabilités particulières. L'histoire, les traités, les échanges économiques, tout pousse la France à mettre en œuvre une véritable politique africaine, qui tienne compte de ses intérêts — lesquels, il serait nécessaire de préciser — à court et à long terme, des intérêts des pays liés à la France, l'égoïsme en ce domaine étant toujours un mauvais calcul. Or, depuis plusieurs années, il est difficile de prévoir — et parfois de comprendre les actes du gouvernement français. L'attitude vis-à-vis du Tchad est révélatrice. Mardi, le président de la République a longuement expliqué pourquoi la France n'était pas intervenue militairement à D'djamena. Mais qui lui demandait de le faire ? Ce qui est incompréhensible c'est la politique suivie depuis plusieurs années, les interventions antérieures, les choix faits dans le personnel politique tchadien, les alliances discrètes, les silences coupables, les erreurs d'analyses. En un mot, Giscard a tenté de passer pour un « non-interventionniste » alors que c'est l'interventionnisme de la France qui est en grande partie responsable du déroulement des événements.

Et pour les zones ou la responsabilité française est moins marquée, Valéry Giscard d'Estaing a généralisé l'utilisation du gadget, c'est-à-dire d'un mot ou d'une action destinés davantage aux médias français qu'à la solution d'un problème. Pour les rapports Est-Ouest par exemple : « la stabilisation ». La guerre froide, la détente sont des mots qui décrivaient une situation. Ils ont un contenu, une histoire. La stabilisation par contre c'est ambigu, étroit, frileux. Faut-il y voir le gel des positions au 1er janvier 1981 ? Faut-il croire que l'objectif du président de la République est un monde figé, où chacun a promis à l'autre de ne plus bouger ? Il est des mots qui révèlent, plus que d'autres, les choix profonds, « sabilisation » en fait parti.

Quant à la conférence proposée sur l'Afghanistan, outre qu'il y a peu de chances qu'elle puisse se tenir, il aurait fallu pour qu'un tel projet soit pris au sérieux que depuis un an, sur ce sujet, la position française ait une autre tonalité. Qui ne se souvient, dans les ambassades, de la visite à Varsovie puis de l'annonce non suivie d'effet faite à Venise d'un début de retrait des troupes soviétiques ! De tels écarts doivent inquiéter les responsables des diplomaties étrangères. Et si c'est cela une « France qui s'est portée en avant », il y a de quoi désespérer de la France. ●




# Vous voulez que "l'Unité" vive...

***La décision de lancer le quotidien « Combat socialiste » le 17 février s'accompagne de celle de maintenir et de développer l'hebdomadaire « l'Unité » qui sera le journal de fin de semaine.***

***Nous demandons donc aux sections, aux militants, aux sympathisants, à tous nos abonnés arrivés à échéance, de se réabonner sans tarder. Nous avons besoin du concours de tous pour faire de « l'Unité » un instrument encore plus efficace dans la campagne des élections présidentielles.***

***Abonnez-vous, réabonnez-vous, faites de nouveaux abonnés.***

---

***Bulletin d'abonnement à retourner***

***à l'administration de***

**l'unité**

***10, rue de Solférino***
***75007 PARIS***

Je soussigné.....

.....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- abonnement d'un an (200 F) ◯
- abonnement de six mois (120 F) ◯

et vous adresse la somme correspondante

◯ par chèque bancaire

◯ par chèque postal

◯ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Date Signature

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10 rue de Solférino 75007 Paris. - Tél. : 550.34.35. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordeclerc, Forcadell ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 ; *Administration :* Conseiller technique : François de Grossouvre ; *Société éditrice :* S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Claude Estier ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS.
*Secrétaire administrative :* Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Offres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*

# Petites annonces

| Tarifs | La ligne H.T. | La ligne T.T.C. |
|---|---|---|
| Offres d'emploi (minimum 5 lignes) | 22 F | 25,87 F |
| Demandes d'emploi | 12 F | 14,11 F |
| Immobilier | 18 F | 21,17 F |
| Divers | 18 F | 21,17 F |

1. Ecrivez votre texte sans aucune abréviation et comptez votre nombre de lignes. Trois lignes au minimum (47 signes par ligne blancs compris).
2. Reportez-vous au tarif et calculez le montant en fonction du prix unitaire de la ligne. L'adresse ou la domiciliation au journal sont à inclure dans votre nombre de lignes.
3. Joignez un chèque bancaire, un mandat-lettre ou un virement postal trois volets correspondant au montant final. Libellez votre titre de règlement à l'ordre de « l'Unité ». Tout courrier doit porter le numéro de référence de la petite annonce.

**OFFRES D'EMPLOI**

Réf. 101, la ville de Meaux recrute un directeur pour conservatoire de musique (600 élèves). Ce postulant doit être titulaire d'un certificat d'aptitude.

Adresser curriculum vitae et orientations pédagogiques à Monsieur le Maire, Secrétariat général.


gracco

GROUPEMENT D'ACHAT

DES COLLECTIVITES

AU SERVICE
DES MUNICIPALITES

140, BOULEVARD HAUSSMANN
75008 PARIS

Tél. : 562.11.15

Directement du producteur

CHAMPAGNE
BARON FUENTE

Vigneron, 21 av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne

Tarif sur demande.
Tél. : (23) 82.01.97

cinéma

FÉVRIER * N° 26

*

L'affaire Cimino à New York

*

Merci Monsieur Raoul Walsh

*

D'autres regards sur Ozu (11)

*

L'index 1980

*

Les films de février à la télé

*

Tout les films, les festivals, les échos

En vente partout et
6, rue Ordener - Paris 18e


livres

# Les rêves brisés d'une petite sœur

***Pour Odile Dhavernas, avocate, féministe et militante de gauche, l'ennemi que l'on aime est mille fois plus dangereux que celui que l'on hait. Un récit amer et décapant***

PAR MICHELE COQUILLAT

*Odile Dhavernas : « Petite sœur née... prépare suicide... », Seuil (collection Libre à elles).*



*Odile Dhavernas.*

« DECRASSER les écuries d'Augias » pour préparer une réconciliation des sexes que, peut-être, notre génération ne verra pas, c'est la conclusion courageuse de cette avocate, qui voit cependant davantage son rôle comme celui d'une battante que d'une conciliatrice et qui, dans un roman fortement autobiographique semble-t-il : « Petite sœur née... Prépare suicide... », raconte à la fois, avec simplicité, sa vie d'avocate, sa vie de femme, sa vie de militante féministe et de militante de gauche. Rapports inconciliables où il faut bientôt ajouter sa vie de mère, ce qui fait prendre conscience à Odile Dhavernas de la difficulté pour une femme de vouloir assumer des fonctions multiples quand notre société et notre culture ne consentent à voir en elle que la mère et la mère seule, voire l'épouse. C'est donc une succession de rêves brisés que son existence.

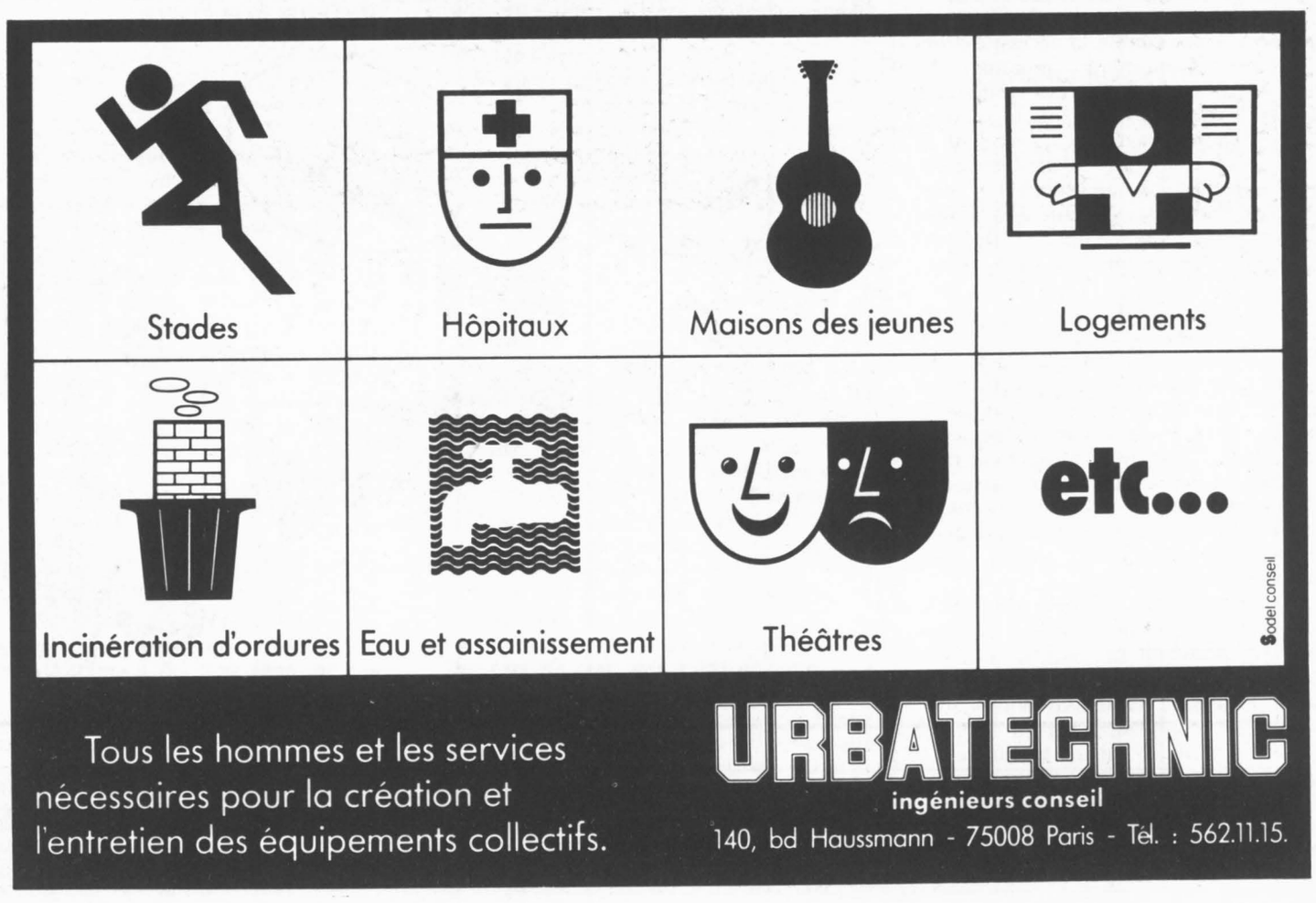
Elle se heurte d'abord à la famille, dont l'organisation morale la rejette, parce qu'il faut « être Femme pour être », et que cette féminité-là, elle n'en veut pas. Lutte connue et nécessaire dont on sort peut-être meurtrie mais sûrement plus forte, parce qu'il a fallu prendre conscience et refuser cette « image exigeante, implacable... comment les hommes nous veulent-ils ? », parce qu'il a fallu s'affirmer aussi, choisir une pensée, une justice, opter enfin pour un idéal de vie qui vous soit propre.

C'est la courageuse bataille de l'adolescence où la femme s'engage maintenant, prête à accepter la terrible initiation à la vie et au monde, qui fut le grand thème littéraire de toute la littérature mâle et dont, jusqu'à Simone de Beauvoir sans doute, elle avait été exclue. Mais là commence l'insoluble problème de la vie privée et la vie engagée qui, pour la femme, prend des proportions tragiques. Adroitement, Odile Dhavernas mêle à la trame de son roman le récit sec et professionnel des cas que son héroïsme — avocate — rencontre et qui constituent comme un véritable tissu d'où naît l'angoisse de sa propre condition de femme. Elle voit tout autour d'elle la souffrance et la démission féminines, l'injustice et la violence exercées à l'encontre des femmes. Certains les violent, d'autres, qui se disent juges, les méprisent et les condamnent. Elle rencontre partout le ratage et surprend le retour féroce de cette lâcheté inculquée aux femmes et qui les fait rentrer au bercail, accepter l'humiliation, baiser la main qui les a frappées, préférer le mariage douloureux à la liberté difficile et qui lui fait s'écrier finalement « pourquoi cette culpabilité que l'on inculque aux femmes, avec tant d'acharnement... ? », tandis que le découragement la prend et qu'elle voudrait « échapper aux femmes, à leurs petites misères, à leurs grands cataclysmes ».

Mais elle est engagée dans un combat, où la poussent à la fois sa prise de conscience de gauche, qui fut primordiale, et puis le sentiment que le féminisme en découle, naturellement. Or, il apparaît rapidement qu'il n'en est rien. C'est un autre grand rêve brisé que celui-là, où la solidarité masculine de la gauche s'arrête précisément à la lutte des femmes, qu'elle a cependant fait naître en partie. Et le grand travail commun qu'elle entrevoyait lorsqu'elle travaillait en Algérie avec ses camarades hommes à la construction d'un monde qui serait enfin délivré du racisme, de l'injustice et des luttes de classes, se termine lorsqu'elle voit l'homme qu'elle aime et qui l'avait également aidée à comprendre le monde la réduire en esclavage. Lorsqu'un soir, également, une question sur le viol dresse brutalement hommes et femmes qui naguère regardaient dans la même direction, tous avocats membres du club Justice et Luttes. « Vous cautionnez la justice bourgeoise, vous vous faites les instruments de la répression, envoyer le violeur aux assises, demander des sanctions aussi graves, c'est, disent-ils, une trahison. »

Cette découverte que, pour être de gauche, l'homme n'en est pas moins machiste, même si c'est d'une façon « raffinée », est d'autant plus grave que ses consœurs et elle-même se mettent à douter d'elles-mêmes, de la justification de leur attitude, de la nécessité de leur lutte. L'ennemi que l'on aime est tellement plus dangereux que celui que l'on hait.

C'est par le naufrage de la vie privée de la femme que se termine ce livre doublement militant. Reste cependant à lutter pour ces « petites filles rieuses et pugnaces, pleines d'aplomb, qui foncent dans l'existence sans plus donner la main ». C'était aussi, il y a plus de douze ans, la conclusion du roman de Simone de Beauvoir « les Belles Images » et l'on aurait bien aimé que les choses aient pu changer et que cet optimisme bien nuancé ait fait place à une totale certitude. Il n'en est rien encore, mais des livres comme celui d'Odile Dhavernas aident à y voir un peu plus clair, et c'est tout de même déjà quelque chose. ●


Tous les hommes et les services nécessaires pour la création et l'entretien des équipements collectifs.

URBATECHNIC
ingénieurs conseil
140, bd Haussmann - 75008 Paris - Tél. : 562.11.15.

CHANSONS

# La confrérie des fans d'Anne

## *Les amoureux d'Anne Sylvestre ne sont pas des fans comme les autres. Graves et inquiets, lucides et tendres, ils ressemblent à leur chanteuse préférée*

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

HENRI a soulevé sa contrebasse et disparu dans le mystère des coulisses. Anne l'a suivi, guitare en bandoulière. Les rappels redoublent d'intensité. Anne revient seule, les mains vides. Elle fait un dernier salut, en forme de révérence. Le rituel de fin se déroule comme prévu : les applaudissements vont mourant, la scène devient sombre, la salle se retrouve en pleine lumière. On se lève. Personne ne piaffe d'impatience. Personne n'a l'air fatigué. Les visages sont graves et souriants à la fois. Tout le monde à l'air content de sa soirée, de ces deux heures passées en compagnie d'Anne Sylvestre. J'ai l'impression qu'à l'issue de ce tour de chant chacun se sent un peu plus fort, un peu moins seul. Et chacune, aussi.

Ils remontent tranquillement vers la sortie du Palais des Glaces (1). Debout devant mon fauteuil du premier rang, je les regarde s'en aller. Qu'ont-ils donc en commun ? Cette très vieille dame fragile qui ne devrait aimer que Tino Rossi ou Jean Sablon. Ce couple de quadragénaires endimanchés, très « cadres encore jeunes et toujours dynamiques », qui ne devraient en pincer que pour Gilbert Bécaud. Ce paquet de lycéens chahuteurs et maladroits qui, logiquement, ne devraient consacrer leur argent de poche qu'à Lavilliers, Souchon et Téléphone. Cette longue étudiante timide, un journal grec sous le bras, qui ne devrait être là que pour un Mikis Théodorakis ou une Maria Farantouri. Ce groupe d'Antillais qui devraient être en manque de salsa. Ce solitaire grisonnant, très chic, nœud papillon, foulard blanc, que je me serais plutôt attendu à croiser dans les escaliers de l'Opéra. Oui, vraiment, qu'est-ce que ces gens hétéroclites ont en commun ? Par quel miracle se sont-ils retrouvés ensemble ce samedi soir, à la même heure, dans un même théâtre parisien où chante Anne Sylvestre ?

### *« Babas cool », « punks » « skas » ?*

Je marche à mon tour vers la sortie. Ils avancent devant moi, se tenant par la main. Lui : des baskets jaunes, un chapeau marron informe, un pantalon blanc de plâtrier et un pardessus bleu-marine long et cintré. Elle : des bottes en caoutchouc rouge, un imperméable de chantier jaune agressif, un châle indien sur les épaules et une fleur en plastique bleu dans les cheveux. Des « babas cool » ? Des « punks » ? Des « skas » ? Pourquoi les cataloguer ? Des mômes d'aujourd'hui, tout bêtement. Déguisés en mômes d'aujourd'hui pour ne pas ressembler à leurs aînés. Sûrement pas trente-cinq ans à eux deux. Epanouis. Rayonnants. Se souriant. S'embrassant. Se serrant tendrement. Se taisant d'abord. Puis se décidant à ouvrir la bouche. Mais pas vraiment bavards, les petits ! Lui : « C'était super ! Je craignais au début. J'la croyais ringarde... J'dois reconnaître. Putain ! Elle dégage un max ! » Long silence. Elle : « Tu sais, quand elle a balancé « Rose », j'ai eu un flash ! » Moi, je mets quelques secondes avant de réaliser que c'est d'Anne Sylvestre qu'ils parlent ainsi...

« Rose » est l'une des dernières chansons d'Anne. Elle commence à la chanter en scène. Elle vient de l'enregistrer sur disque, parmi neuf autres inédites (2). « Rose » est l'histoire d'une jeune fille de seize ans, d'une « gamine » qui se retrouve enceinte et pour qui cela se termine mal, très mal. Encore une histoire de femme. Encore une histoire d'enfant. Encore une histoire de femme et d'enfantement. « Les thèmes que j'aime, je les creuse » (3), dit Anne. Cent fois sur sa guitare elle remet ses pensées. Pourquoi ? Pour qui ? Pour elle-même ? Pas seulement. « Quelquefois, avoue-t-elle, je me dis que mes chansons ne changeront rien. En fait, pour les gens qui les écoutent, elles peuvent être l'assurance qu'ils ne sont pas tout seuls à penser quelque chose. » Et elle ajoute : « La seule chose que je peux attendre d'elles, c'est la joie de la rencontre, la communication avec les gens. »

Henri Droux a rangé sa contrebasse. Dans la loge, il bavarde avec des amis. Dans le hall du théâtre, Anne Sylvestre dédicace disque sur disque. Pour jouer les stars ? Pour faire du fric ? Ni l'un ni l'autre. Seulement pour avoir le prétexte d'une communication plus rapprochée. Seulement pour passer « de l'autre côté du miroir », de l'autre côté du mur de lumière des projecteurs. Seulement pour voir de près quelle gueule « ils » ont : la très vieille dame fragile, le couple de quadragénaires endimanchés, les lycéens, l'étudiante, les Antillais, le solitaire grisonnant, un journaliste barbu... Elle ne le cache pas, d'ailleurs : « Dans la vie, ce qui me passionne le plus, ce sont les gens. Les rapports qui naissent entre eux, leurs histoires, ce qui les a faits, ce qui les mène. Comprendre les gens, voilà ce qui m'anime. Tout ce qui concerne la tendresse aussi. »



Sygma

*Anne Sylvestre.*

Les rencontres. Une rencontre : « La très vieille dame fragile n'achète pas de disque. Elle tient seulement à embrasser Anne. Puis elle part dans la nuit, au bras de son fils, en murmurant : « Dans la vie, elle est comme dans ses chansons... » Anne : « La même à la vie et à la scène ? Oui, le plus possible, sauf une petite partie de moi qui reste, je l'espère, secrète. » La même, ça veut dire quoi ? Réponse : « Comme je ne sépare pas mon métier de la vie, si j'ai une colère en lisant mon journal, cette colère passera dans une chanson. »

Ses colères sont souvent prémonitoires. Le feu ne s'était pas encore déclenché dans la poubelle de la Hague quand elle a écrit « Coïncidences ». Refrain : « Allons mais qu'est-ce que tu penses / Ce ne sont que des coïncidences / Ces choses-là n'arrivent pas / Pas chez nous en tout cas. » Couplet : « La sage femme qui voit naître des enfants / Difformes / En voyant de plus en plus avec le temps / S'informe / On lui dit que c'est le tabac / C'est la pilule ou le calva / Mais certainement pas l'usine / Où tous les pères vont pourtant / Gantés bottés casqués de blanc / Gagner leur trois sous de débine... » Et le 6 janvier dernier, à 5 heures du matin, au bout du Cotentin... Colère : « Je n'y peux rien toujours j'y pense / Je ne crois pas aux coïncidences / Ces choses là arrivent bien / Et je n'invente rien. »

Le nucléaire, l'avortement, les femmes, les « nouveaux hommes » : Anne Sylvestre parle de tout. « Tout dire est une liberté que j'ai toujours prise ». Elle dit tout : la peur, l'angoisse, la mort. Même lorsqu'elle trempe ses mots dans l'humour. Elle inquiète au lieu de rassurer. Elle dit vrai là où l'on ment si souvent. Elle n'a pas l'air sereine. Elle ne s'en cache pas : « Impossible de dormir tranquille si on a commencé à prendre conscience. » Anne n'est pas sereine. La très vieille dame fragile ne l'est sûrement pas non plus. Pas plus que l'étudiante ou le solitaire en foulard blanc. Pas plus que les turbulents lycéens ou les Antillais nonchalants. Pas plus que le couple « encore jeune et toujours dynamique ». Pas plus que le journaliste barbu. S'ils étaient sereins, ils ne seraient pas là.

Ils s'en vont. Mais ils restent, quelque part, avec Anne : ils emportent ses chansons. Mais ils restent avec « les autres », qu'ils n'auraient jamais rencontrés ailleurs : ils emportent leurs visages. Ils ne sont plus seuls avec leur peur, leurs questions et leurs colères. Ils rentrent chez eux : la très vieille dame fragile à Montrouge, les quadragénaires dans les Hauts de Suresnes, les lycéens à Louis-le-Grand l'étudiante rue Mouffetard, les Antillais à Montreuil, les « babas cool » dans une tour du treizième arrondissement. Le journaliste barbu, lui, va attendre Anne et Henri au bistrot du coin. Tout à l'heure, quand ils seront réunis tous les trois, ils commenceront par plaisanter. Pour chasser l'émotion. « Sachez que la pudeur ça existe parfois. »

« La fête, dit Anne Sylvestre, c'est du bonheur inventé. » Chaque récital d'Anne est une fête : un produit qui se fait rare. ●

(1) Anne Sylvestre chante chaque soir à Paris, au Palais des Glaces, jusqu'au 28 février.

(2) Anne Sylvestre « Dans la vie en vrai » (Sylvestre 133 005, distribution Arabelle).

(3) Les paroles d'Anne Sylvestre citées dans cet article sont extraites d'un livre qui vient de paraître aux éditions du Centurion : « Pour de vrai », entretiens d'Anne Sylvestre avec Monique Detry.

BANDE DESSINÉE

# Voulez-vous bédéssiner avec nous?

## *Au festival d'Angoulême les amateurs de B.d. n'ont pas coincé la bulle*

PAR SOLO

LA scène se passe sous une bulle ? Non ! La scène se passe dans une galerie ? Non ! La scène se passe dans un centre culturel ? Non ! Alors... La scène se passe dans un café, à l'hôtel de ville, dans un restaurant, dans un musée ? Non ! Sur le trottoir, dehors ? Non ! La scène se passe à Angoulême. Partout à la fois. 23, 24, 25 janvier, trois jours de bédé non-stop. Bédé ? Vous avez écrit bédé ? Oui B.d. si vous préférez. La bande dessinée quoi !

Le monde des « petits Mickey » s'est fortement agité face à un public adulte, adolescent mais non plus enfantin. La bédé est sérieuse. Elle possède ses grands noms. Pellos, Gir, Forest, Druillet, Hergé, Franquin, Binet ou Gotlib sont maintenant aussi célèbres que Tintin, Cador, Barbarella, Lagaffe ou Super Dupont.

*(suite en page 14)*



*Cythère, l'apprentie sorcière.*

*(suite de la page 13)*

En 1982, le musée d'Angoulême ouvrira la galerie Saint-Ogan. Jean-Michel Boucheron, maire socialiste de la ville, inaugurera alors un mini-musée national de la bande dessinée où seront exposées des planches originales.

Pour l'heure c'est encore 1981. Et le salon n'aura pas manqué de visiteurs. Plus de 60 000. Encore une bonne année, diront les éditeurs satisfaits de leurs ventes.

Vous n'attendez pas que je fasse ici quelques réflexions sur les distributions de prix. Elles ont eu lieu ; c'est terminé. N'en parlons plus. Et passons à quelques volumes dont il me semble bon de parler.

« PASTICHES », ROGER BURNEL, EDITIONS GLENAT.

Une très belle réussite. Un fabuleux clin d'œil au lecteur autant qu'aux auteurs pastichés. Avec un volume de porno et 0 % de vulgarité. Vingt-quatre héros de papier qui ont ainsi nom Aspenix le grivois, Ziznogod, les Pieds nickés s'ébrouent plus vrais que nature. C'est drôle et parfaitement réalisé. C'était à faire. C'est à continuer.

« IL ETAIT UNE FOIS LES BELGES », EDITIONS DU LOMBARD.

Trente-cinq histoires racontées et bédéssinées par ce que la Belgique compte de noms. Ici tout est révélé sur ce qui ne s'est jamais dit et ne se dira plus sur un peuple qu'on appelle les Belges. Voilà leur histoire, de 1830 à nos jours. C'est pas triste. Un vœu : continuer le principe de « Il était une fois... » et réunir l'histoire de différents pays.

« CYTHERE », FRED, G.P. ROUGE ET OR.

Un régal. Cette histoire d'apprentie sorcière projette la poésie farfelue de Fred, magnifique conteur servi par un dessin très personnel.

« POUR DEUX SOUS DE VIOLETTES », PICHON, EDITIONS DU SQUARE.

Pichon n'est pas spécifiquement bédéssinettiste. Il tient le milieu entre le dessin d'humour et la bédé. Mais dans ces quatre-vingt dix pages de gags se trouve un univers amusant. C'est frais, pastellisé. Mais regardez de plus près... Comment ? Méchant ? Pichon ?

« JAUNES », BUCQUOY ET TITO, EDITIONS GLENAT.

Revoilà un scénario de Bucquoy. Et toujours trop elliptique. Un passionné de fantastique dont la pensée dépasse l'écrit. Mettre parfois des points sur les « i » me semble nécessaire. Et le dessinateur, très à l'aise dans les décors, y gagnerait en efficacité.




*Tirés de « Pastiches », les Troumpfs et Aspenix le Grivois.*




« PIERROT LE FOU », MICHEL DUVEAUX, EDITIONS GLENAT.

Pas de couleurs pour Pierrot le fou. Mais un dessin en noir et blanc qui recrée parfaitement une atmosphère réelle rendue présente par le fac-similé des journaux de l'époque. Une réussite.

« L'ENCYCLOPEDIE EN BANDES DESSINEES » 1. L'UNIVERS - EDITIONS PHILIPPE AUZOU.

Super-héros androïde, Protéo force 10 réussira-t-il à concilier bédé et connaissance ? C'est ce que vous saurez en lisant les cinq premiers volumes de l'encyclopédie en B.d. Jean Gérard Imbar écrit une histoire-fiction dans laquelle s'incorporent des bulles colorées correspondant à des données scientifiques réelles développées en fin de volume. Les meilleurs dessinateurs réalistes, Garel, Dupuis, Di Marco, Cheret se relaient pour animer ce protéo moderne programmé pour vivre neuf aventures en quarante-cinq volumes.

« LE BAL DU RAT MORT », BUCQUOY et J.-F. CHARLES - EDITIONS MICHEL DELIGNE.

Grand succès au salon d'Angoulême. J'avoue ne pas comprendre pourquoi. Je n'ai pas plus compris l'histoire. Ou ses sous-entendus. Et le dessin, inégal au fil des pages, ne m'a pas convaincu. Pourtant, c'est vrai, il y a quelque chose chez ces deux auteurs.

« REVELATIONS POSTHUMES » RIVIERE ET ANDREAS - BEDERAMA EDITIONS.

Un ouvrage fascinant procédant d'une lecture différente, déroutante. Littérature ou para-littérature ? Dessin ou gravure ? Un reproche quand même : les textes sont écrits à la machine. Cela fait plus vrai, plus vécu. Peut-être, mais c'est pénible à lire.

« CAPITAINE APACHE » LECUREUX ET NOZMA, EDITIONS VAILLANT.

Il fallait bien un western. Le voici. Un texte solide et un dessin qui sera parfait débarrassé des influences de Cheret et Gir.

« JESSICA LIGARI », MERODACK ET CAVELL, EDITIONS DOMINIQUE LEROY.

Un album superbe. Cavell a réalisé ses planches en trois couleurs, bleu, orange, violet, entièrement au crayon. Un véritable travail d'architecte dans la construction des pages.

De là vient peut-être une froideur qui relègue l'érotisme de certaines scènes au second plan. ●

CINEMA

# Avec Robert Redford, à perpet

## *Si "Brubaker" ne nous fait pas découvrir l'univers des prisons, il nous permet d'y retrouver Robert Redford dans un rôle "engagé"*

PAR SERGE RICHARD

IL ne faut pas être trop injuste : le cinéma ne vient pas de découvrir les prisons avec « Brubaker ». Pas même le cinéma français, qui leur a donné la part belle. Et si la plupart des films hexagonaux se contentaient d'en faire le décor commode d'un affrontement physique ou psychologique (avec autrui ou avec soi-même) parfaitement clos, si Bresson s'intéressait surtout à faire de son « Condamné à mort » un « film d'âme », en revanche des auteurs comme Becker n'ont pas oublié la réalité de la prison : « le Trou » est un des chefs-d'œuvre de la « Becker's touch », mais c'est aussi un film où le « taulard » peut se reconnaître, jusque dans le génie de tirer parti de tout ou de rien et de confectionner un périscope avec une brosse à dents...

Mais c'est vrai que, si plate en soit la transcription cinématographique de Stuart Rosenberg, « Brubaker » a les qualités de ce cinéma et de cette littérature américains frottés de réalité et minutieusement documentés. A quand, dans le genre, un film sur « nos » Q.h.s. et sur « nos » prisons — modèle où l'on se suicide si facilement ?

Le scénario de « Brubaker », ainsi, s'inspire largement de la vie d'un ancien directeur de ferme-prison, Thomas O. Murton : celui-ci, à la fin des années soixante, s'efforça de réformer complètement le système pénitentiaire américain. Et cette tentative, il la mena de l'intérieur du système. A l'époque, certaines prisons de l'Arkansas ne recevaient aucune subvention et devaient s'autofinancer par le travail de la terre. On y pratiquait le châtiment à la cravache et, parfois, le supplice de la « gégène ». Tout pouvant se terminer encore plus mal, puisqu'on retrouvera ultérieurement plusieurs cadavres clandestins et mutilés, hâtivement enterrés près de la prison... Cela jusqu'à l'arrivée de Murton à la tête de la principale ferme-prison de l'Etat.

C'est donc cette histoire que démarque « Brubaker », le film ajoutant une adroite mise en situation : Brubaker (Robert Redford), au lieu de s'installer à son bureau directorial dès sa nomination, s'introduit dans la prison, sans que personne ne le connaisse, dans la peau d'un « taulard » qui restera de longs jours à observer soigneusement abus, brutalités et trafics divers. Avant de se dévoiler et d'entreprendre derechef un impitoyable nettoyage de l'établissement, suivi d'une réforme démocratique — et quasi autogestionnaire — de son fonctionnement.

L'honnêteté du film, c'est de ne pas se payer de mots sur les limites de ce réformisme libéral à la Kennedy. Même si elle est un peu atténuée par un ultime « carton », optimisant l'amertume de la fin de « Brubaker », qui donne en effet à l'œuvre sa séquence la plus réussie ; le trop fougueux réformateur, licencié par l'appareil politique de l'Etat, s'en va, au milieu de la manifestation scandée de la reconnaissance des « taulards ».

Là encore, la réalité n'est pas loin : Winthrop Rockefeller, nouveau gouverneur de l'Arkansas, avait envoyé Murton accomplir sa mission ; mais, probablement effrayé par les responsabilités qu'impliquaient les cadavres déterrés, il « lâcha » son directeur des prisons, finalement renvoyé avec préavis de trois jours.

On retrouve donc bien les qualités des réalisations récentes de « fiction politique » américaine, encouragées par le succès de films comme le « Syndrome chinois ». Mais la filiation est évidente aussi du côté du cinéma « pré-rooseveltien » ou « rooseveltien » du début des années trente : qu'on se rappelle Wallace Beery dans la récolte des détenus de « Big House », le bagnard Paul Muni préparant « la belle » dans « Je suis un évadé »...

L'ennui, c'est que Rosenberg, même s'il peut se targuer d'une précédente réussite sur un sujet proche (le bagne, dans « Luke la main froide ») a filmé « Brubaker » d'une façon scolaire, qui accentue certaines faiblesses manichéennes. Peut-être alors préférera-t-on se souvenir de cette œuvre comme d'un film de Robert Redford. D'un témoignage supplémentaire du goût qu'il a des personnage politiques (« Votez Mc Kay »), des militants, des idéalistes (« Jeremiah Johnson », « les Trois Jours du Condor », « les Hommes du président »...) dans des films que, parfois, il produit lui-même lorsque les compagnies cinématographiques renaclent devant un sujet qu'elles jugent trop « engagé ».

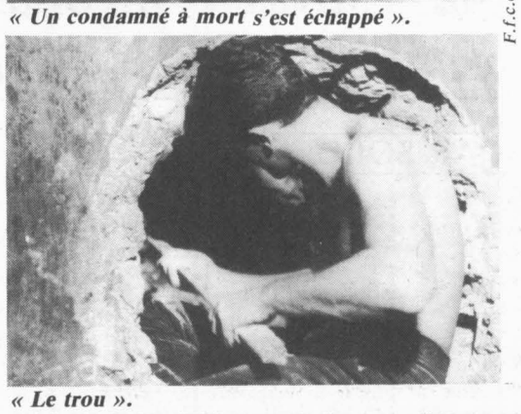
Cet engagement, il vient de lui trouver une nouvelle voie : celle du réalisateur. Pour la première fois, il va passer derrière la caméra à l'occasion de « Ordinary people », afin de « montrer les problèmes que masque l'harmonie apparemment idéale qui règne dans une famille ». Ce n'est pas forcément moins périlleux ni moins méritoire que « Brubaker ». ●



*« Brubaker ».*



*« Un condamné à mort s'est échappé ».*



*« Le trou ».*

*F.f.c.c.*

***ERRATUM :***

***Dans le numéro 407 de « l'Unité », la légende accompagnant le document paru en page 15 a malencontreusement « sauté ». Nous nous en excusons auprès de l'auteur. Il s'agissait d'une carte postale d'un dessin intitulé « Allons z'enfants » par Marcel Laverdet (1978). Editions F. Nugeron.***

# La vie d'artiste

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

## Marchandage

*Les Français ne disposent actuellement, en dehors du cas particulier de la Comédie-Française, que de quatre théâtres nationaux. Deux à Paris : le Théâtre de l'Est parisien et l'Odéon. Deux en province : le T.n.p. de Villeurbanne, le T.n.s. de Strasbourg. A Marseille, forçant un peu les événements et la prudence du ministre, Marcel Maréchal inaugurera bien en mai prochain, dans l'ancienne Criée aux poissons, le Nouveau Théâtre national de Marseille ; mais aura-t-il les ressources financières correspondant à sa flamboyante appellation ? Dans cette pauvreté ambiante, un bruit persistant, un bruit qui court depuis des semaines : un autre théâtre national serait créé prochainement à Lille...*

*Première réaction : hurrah ! Temps de réflexion : mais qui financerait ce théâtre ? L'Etat a-t-il une nouvelle fois l'intention de faire payer l'addition par les collectivités locales ? Et de quel instrument disposerait cette nouvelle troupe ? Où se cache donc la salle lilloise techniquement prête à l'accueillir ? Quand serait construit le nouveau théâtre ? Qui financerait cette construction ? A qui serait confié ce nouvel édifice ? A Gildas Bourdet, actuellement directeur du Théâtre de la Salamandre, centre dramatique installé à Lille ? Dans ce cas, pourquoi Bourdet est-il toujours candidat à Nanterre ? Autant d'interrogations et d'incertitudes qui donnent une odeur de soufre au dossier.*

*Odeur vite confirmée : si les Lillois veulent un théâtre national, ils vont le payer cher ! En effet, deux centre dramatiques doivent disparaître dans l'opération : le Théâtre populaire des Flandres, dirigé depuis trente ans par Cyril Robichez, et aussi le Théâtre de la Salamandre, né au Havre et implanté à Lille il y a quelques années. Autrement dit : en décapitant deux équipes existantes, en reportant les subventions de ces troupes sur une seule et unique équipe, l'Etat crée sans bourse déliée un prestigieux « théâtre national ». Encore une fois, on déshabille Pierre pour habiller Paul. Belle politique ! Petite compensation : un centre dramatique croupion, aux moyens dérisoires, serait implanté à Béthune... où il n'existe aucune structure pour l'accueillir !*

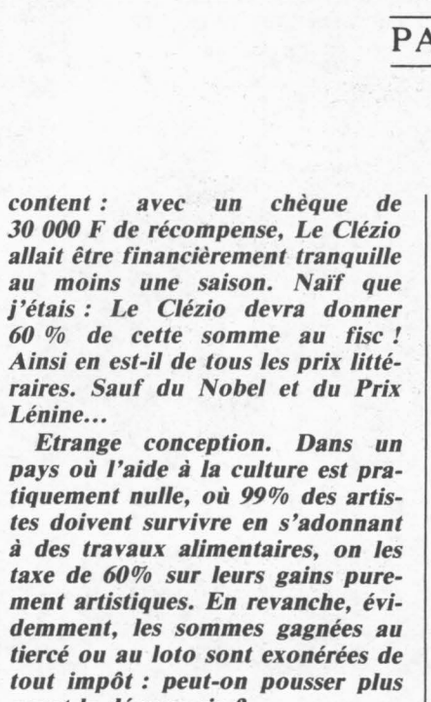
*Les élus de la région Nord-Pas-de-Calais peuvent-ils accepter ces mesures concoctées en dehors de toute consultation de la population ? Pour leur part, les élus de Villeneuve-d'Ascq, socialistes et communistes unanimement groupés autour du maire socialiste Gérard Caudron, soutiennent une contre-proposition. Elle se résume ainsi : d'accord pour la transformation du Théâtre de la Salamandre, centre dramatique, en théâtre national ; mais pas d'accord pour l'assassinat du Théâtre populaire des Flandres ; ne serait-il pas possible de regrouper les forces du T.p.f. et celles du Théâtre de la Planchette, troupe sans statut hébergé à la Rose des vents de Villeneuve-d'Ascq ? Ne serait-il pas possible de transplanter ainsi à Villeneuve un centre dramatique ? A Béthune, la création d'un centre d'action culturelle ne correspondrait-elle pas mieux aux besoins locaux ? A ces suggestions, Jean-Pierre Angrémy (alias le romancier Pierre-Jean Rémy) a déjà répondu non. Mais Gérard Gaudron a demandé un rendez-vous au ministre lui-même, à Jean-Philippe Lecat...*

*Les élus socialistes, qui ont à plusieurs reprises affirmé la primauté de la création dans l'action culturelle, ne sauraient accepter le cynique marchandage de l'Etat. Un « théâtre national » à Lille, oui : mais pas dans n'importe quelles conditions !*

## Au voleur !

*J'étais content pour Jean-Marie le Clézio : ce grand écrivain discret, dont les livres n'atteignent pas les tirages qu'ils méritent, venait de recevoir un Prix de l'Académie française. J'étais très content : avec un chèque de 30 000 F de récompense, Le Clézio allait être financièrement tranquille au moins une saison. Naïf que j'étais : Le Clézio devra donner 60 % de cette somme au fisc ! Ainsi en est-il de tous les prix littéraires. Sauf du Nobel et du Prix Lénine...*

*Etrange conception. Dans un pays où l'aide à la culture est pratiquement nulle, où 99% des artistes doivent survivre en s'adonnant à des travaux alimentaires, on les taxe de 60% sur leurs gains purement artistiques. En revanche, évidemment, les sommes gagnées au tiercé ou au loto sont exonérées de tout impôt : peut-on pousser plus avant la démagogie ?*



Jérôme Savary.

*Les Académiciens ont fini par s'émouvoir. Ils sont allés protester en délégation à l'Elysée. A l'issue de la rencontre, Maurice Rheims a avoué qu'ils avaient essuyé un refus très ferme de la part de Valéry Giscard d'Estaing : non, les lauréats ne peuvent bénéficier d'aucune exonération. Voilà un président qui aime les arts ! Heureusement, « Démocratie française » n'a reçu aucun prix. Heureusement parce que, savez-vous, les diamants, c'est si cher quand vous n'avez plus un « cher parent » pour vous les offrir...*

## Barrigue à la tribune

*Barrigue est un travailleur immigré. Je parle bien du Barrigue qui sévit à « l'Unité » depuis des années. Car figurez-vous qu'il vit au pays de Guillaume Tell depuis de longs mois déjà, bientôt deux ans si j'ai bonne mémoire. Un jour, il a reçu une lettre de là-bas : « Votre talent nous intéresse. » Alors il a décidé d'aller voir de près cette Suisse au-dessus de tout soupçon, ce « temple des fesseurs » comme l'appelle Georges Simenon. Il ne s'est pas pour autant douillettement endormi à l'ombre d'un coffre-fort. Il a continué à porter son regard ironique et son crayon moqueur sur les choses de ce monde, à regarder la mort et la guerre en face, à s'esclaffer, à sourire, à se mettre en colère. Bref, il a continué à vivre et à le faire savoir de son trait vengeur.*

*Le journal de Lausanne pour lequel Barrigue dessine désormais quotidiennement, « la Tribune », a eu l'heureuse idée d'éditer « l'Année 1980 à traits tirés », revue et dessinée par Barrigue. Titre de l'album : « Barricatures ». De quoi s'indigner et se réjouir au jour le jour, du 1er janvier au 31 décembre. Faisant son métier de « dessinateur public », Barrigue démontre que les horreurs sont toujours des horreurs, qu'on les regarde de Lausanne, de Paris ou d'ailleurs. Des horreurs ? Quelques exemples sous la plume de Barrigue : une fête à Kaboul à la mode Brejnev, la Suisse faisant l'aumône de quelques subsides à des pays sous-développés qu'elle contribue chaque jour à piller, la montée du néo-nazisme, etc.*

*Bref, même s'il vit maintenant à Lausanne, Barrigue reste fidèle à sa vieille devise personnelle : « Dans la vie, y a pas que le chocolat... y a aussi la vie ! » Les Suisses sont en train de découvrir qu'un travailleur immigré peut être un dangereux agitateur. Surtout s'il a de l'humour !*

## Nouveaux lieux

*Ils sont fous ! En un temps où la politique de l'Etat peut se résumer par le seul mot d'abandon, au moment où le ministre de la Culture devient le bureau des fermetures, il existe encore des aventuriers pour ouvrir des salles de spectacles. Des fous, vous dis-je.*

*Des fous, ces comédiens de la Compagnie du Lierre. Le 5 décembre dernier, ils ont ouvert les portes du Lierre-Théâtre : une salle de deux cents places, située dans le treizième arrondissement de Paris (22 rue du Chevaleret ; tél. 589.59.84) ; une salle doublée d'un local de répétitions et d'un espace de rencontres. Ils y ont joué pendant un mois « les Pâques à New York » de Blaise Cendrars. Ils y donnent, depuis le 21 janvier, « Œdipe Roi » de Sophocle. Bon vent !*

*Des « fadas », ces Montparnos ! L'association Ecoute s'il pleut, qui s'occupe de nombreux chanteurs et programme l'essentiel du Printemps de Bourges, présidait depuis quelque temps aux destinées de la Gaîté-Montparnasse. Ca ne lui suffisait pas, sans doute. Elle vient de prendre la direction d'un autre lieu dans la rue de la Gaîté, en face de Bobino : l'Espace Gaité. Il y sera proposé au public, à partir du 2 février 1981, « un programme varié : chanson, musique, théâtre, spectacles pour enfants ». Trois salles et une librairie-exposition : une paille ! Le duo Riou-Pouchain essuie les plâtres avec son spectacle « Music Hall » (35 rue de la Gaité, tél. 327.95.94).*

*Vraiment « gelé », l'ami Nounours ! Nounours, c'est aussi Lulu ou, si vous préférez, Lucien Gibara. C'est déjà lui qui avait créé la Pizza du Marais et la Cour des Miracles où de jeunes loups se firent les dents : Verdier, Lavilliers, Bulher, etc. Il se lance dans une nouvelle aventure du côté de la Bastille : dans les murs de l'ex-Théâtre Oblique, il installe la Roquette (76, rue de la Roquette ; tél. 805.78.51) où il va faire cohabiter le jazz, la danse, le théâtre, la chanson, le cinéma et le café-théâtre. C'est là qu'on joue, depuis le 26 janvier, « Charcuterie fine » de Tilly, avec Emmanuelle Riva, dans une mise en scène de Michel Hermon. C'est là que, depuis le 27 janvier, Marianne Sergent présente son nouveau one woman-show. Ce n'est qu'un début. A l'affiche, ensuite : Alex Métayer et Henri Tachan le 24 février ; Francis Lalanne du 25 au 28 février ; le Théâtre de l'Image, une troupe pour enfants, en mars ; cinq jeunes compagnies chorégraphiques entre mars et mai ; le chanteur Louis Coppaloni du 21 au 25 avril ; « la Môme vert de gris », un spectacle de café-théâtre, à partir du 24 février ; cinq concerts de jazz en février ; de vieux « thrillers » après minuit ; etc. J'ai oublié de vous dire : Nounours n'a pris les clefs de la Roquette que le 2 décembre dernier.*

*Alors, Monsieur Lecat, la création, ça n'existe pas ?*




*Dessin tiré de « Barricatures ».*



Marianne Sergent.

## Savary candidat

*Depuis seize ans, le Grand Magic Circus de Jérôme Savary est sur les routes de France et du monde. De Sao-Paulo à Stockholm, en passant par Jérusalem, Londres, Toronto, Los Angeles, New York, Rome, Berlin, Copenhague, La Haye, Munich, Vienne, etc. Depuis seize ans, cette troupe est invitée partout, applaudie partout et reconnue par tous. Par tous... sauf par l'Etat français qui lui accorde « la subvention d'un club de tricot ou de pétanque » : 350 000 F pour 1981, qui couvriront à peine les frais d'administration de l'équipe.*

*En 1981, le Magic Circus donnera « le Bourgois gentilhomme » en Espagne, en Autriche, en Amérique du Sud et aux Etats-Unis. Il présentera « Mélodies du malheur » à Jérusalem. Il créera « Noël au front » au Deutsches Schauspielhaus de Hambourg. Il tournera en France. Le tout pour 350 000 F. Un peu ridicule, non ? Aussi, Jérôme Savary a-t-il décidé d'être candidat à la direction (donc au budget !) d'un centre dramatique. Au ministre de dire s'il donne enfin un statut au Grand Magic Circus. Ou s'il préfère, une fois de plus, ignorer les talents et subventionner les copains.*

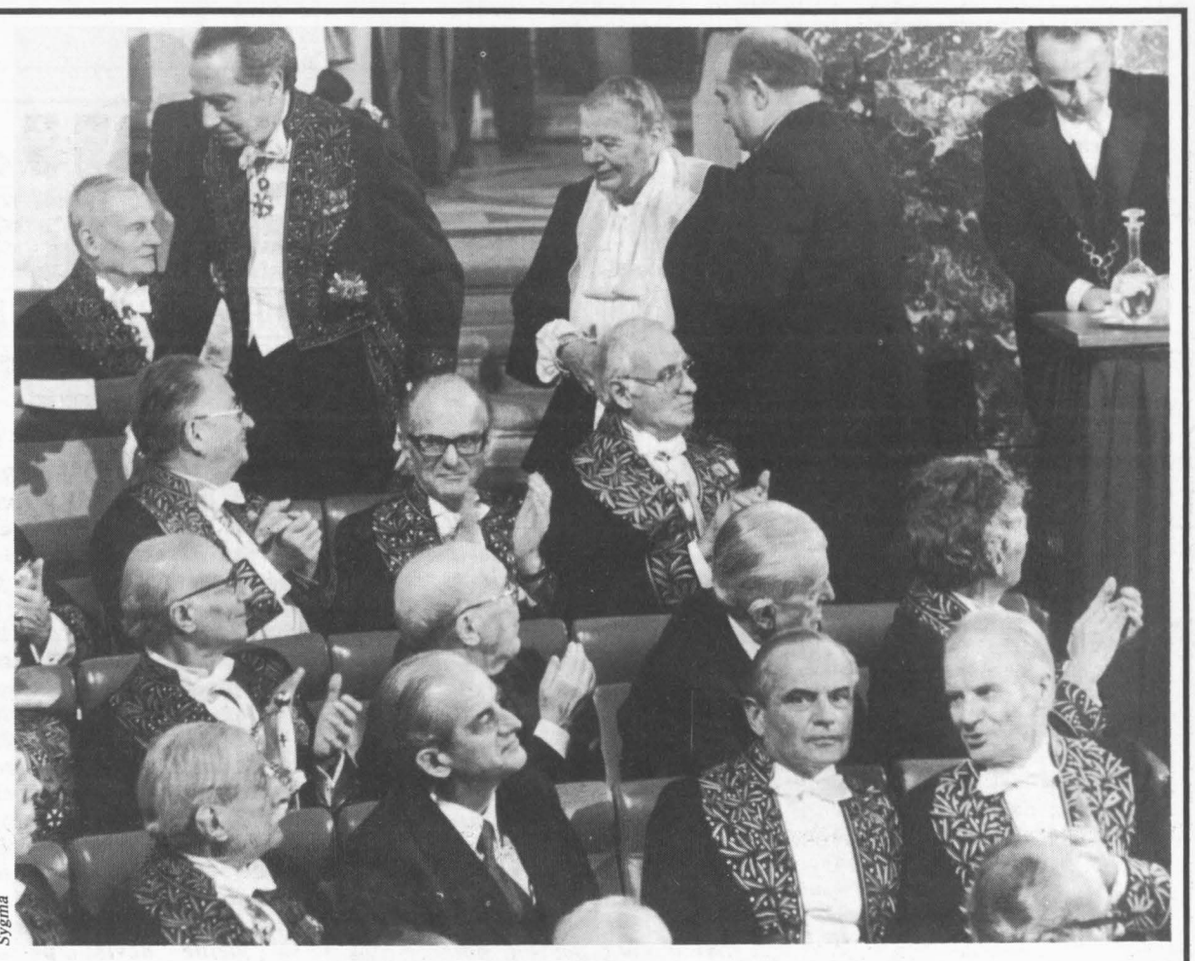
## La bonne sauce

*L'Ella Fitzgerald de la musique caraïbéenne, Celia Cruz, est en France cette semaine pour un cours appliqué de salsa, cette musique cubaine brûlante comme un punch. Elle laissera en souvenir « Commitment », un recueil Discodis de son groupe, Fania, où brillent également Cheo Feliciano et Ismael Quintana. La salsa bouillonne aussi près de la Bastille : la Nouvelle Chapelle des Lombards s'y est installée vendredi dernier pour accueillir l'orchestre d'Azuquita. Pierre Goldmann n'est plus là pour y tenir les congas, comme lors de la dernière nuit de sa vie et, chaque soir, un soupçon de tristesse passe dans cette musique de joie exubérante.*

Jean-Jaurès Fondation

# Marguerite Yourcenar à l'Académie



Sygma

# Que diable allait-elle faire dans cette galère ?

***Celle qui a écrit dans "Archives du Nord": "Agir et penser comme tout le monde n'est jamais une recommandation; ce n'est pas toujours une excuse. A chaque époque, il est des gens qui ne pensent pas comme tout le monde, c'est-à-dire qui ne pensent pas comme ceux qui ne pensent pas"... Est-elle vraiment à sa place dans le temple du conformisme intellectuel ?***

PAR NICOLE CHAILLOT

POUR Marguerite Yourcenar, dans un monde « pauvre de courtoisie », la première vertu est l'attention portée aux autres. C'est par cette profonde inclinaison qu'on peut sans doute expliquer la redoutable sérénité, teintée d'humour, qu'elle a affichée tout au long du cérémonial qui lui fut imposé lors de son entrée à l'Académie française. On a vu ce jour-là une vieille dame un peu fatiguée, mais dont le sourire à la Joconde et les éclairs de gaîté illuminant par instants ses yeux bleus devaient quelque peu rassérénés ceux qui — comme moi— se demandaient ce qu'elle venait faire dans cette galère.

Quel honneur, en effet, pour celle que l'on considère à juste titre comme le plus grand écrivain français vivant, de siéger auprès de Roussin, l'inoubliable auteur de « la Petite Hutte », de Jean-Jacques Gautier, le coriace critique théâtral du « Figaro », de Mathieu, peintre, plus connu pour ses affiches et son générique d'Antenne 2, sans oublier le douteux sinologue et vrai réactionnaire Alain Peyrefitte !

Et encore s'agit-il là de noms connus, dont l'œuvre n'a que fort peu de chances de passer à la postérité, mais dont la position dans l'Establishment assure une certaine célébrité.

Mais mettre un nom, un talent, une œuvre sur le visage de ces vieillards cacochymes et chamarrés dont quelques-uns n'ont pas tardé à s'endormir bercés par la frêle voix aux accentuations américaines de leur nouvelle consœur — et assommés sans doute par l'élévation de pensée de son éloge à Roger Caillois. Eugène Ionesco, un des rares académiciens dont la présence ne détonnait pas aux côtés de Mme Yourcenar, fut aussi le seul membre de l'Académie qu'elle cita en lui empruntant une réplique du « Roi se meurt ».

La tradition dont s'est gargarisée Jean d'Ormesson, plus affairé que jamais dans son rôle de poisson pilote, est apparue là dans toute sa décrépitude et son inutilité. Mais après tout, ces jeux désuets ne font de mal à personne et j'ai même vu quelques dames écraser furtivement une larme émue, tant le battement des tambours agit sur les glandes lacrymales. En revanche, l'utilisation faite par le Pouvoir de l'événement, la présence insolite du président et de son épouse (cette dernière pour tromper son ennui a mené une vigoureuse chasse à l'invisible poussière sur son impeccable tailleur pendant toute la cérémonie) sont proprement scandaleux. Faire apparaître ce pouvoir comme ayant quelque chose à voir à la promotion de la première-femme-à-l'Académie-depuis-trois-siècles-et-demi et lui permettre de faire ainsi une opération politique à bon compte en direction de 53% de l'électorat est tout bonnement malhonnête... et dérisoire. On ne « récupère » par Mme Yourcenar comme cela. Elle résiste avec toute la force tranquille de son génie. Ceux qui pouvaient craindre qu'elle se laisse manipuler —par méconnaissance ou dédain des rouages politiques— sont désormais rassurés, la douce fermeté de son discours de remerciements a montré une fois pour toutes qu'on ne fera pas de la femme « descendue de son piédestal pour s'asseoir dans un fauteuil », la muse du libéralisme avancé. Sur ce dernier point d'ailleurs, quel mépris, quelle ignorance crasse pour une œuvre qu'il est pourtant difficile de tirer à droite.

On a souvent dit et écrit que Marguerite Yourcenar (1) défendait des thèmes conservateurs, un ordre de castes immuables, heureusement en voie de disparition. Toute son œuvre s'inscrit en faux contre cette assertion. Suffit-il que le mot « ordre » ait été trop souvent récupéré par des idéologies totalitaires pour que le mot « désordre » soit immédiatement synonyme de liberté, de justice, de sagesse ou d'intelligence ?

« Agir et penser comme tout le monde n'est jamais une recommandation ; ce n'est pas toujours une excuse. A chaque époque, il est des gens qui ne pensent pas comme tout le monde, c'est-à-dire qui ne pensent pas comme ceux qui ne pensent pas. » (« Archives du Nord »).

Celle qui dépeignit et comprit dès 1934 l'Italie de la dictature mussolinienne ne peut être assimilée à un quelconque chantre nostalgique de la droite. « L'une des raisons pour lesquelles « Denier du rêve » a semblé mériter de reparaître est qu'il fut en son temps l'un des premiers romans français (le premier peut-être) à regarder en face la creuse réalité cachée derrière la façade boursoufflée du fascisme, au moment où tant d'écrivains en visite dans la péninsule se contentaient encore de s'enchanter une fois de plus du traditionnel pittoresque italien ou s'applaudissaient de voir les trains partir à l'heure (en théorie du moins) sans songer à se demander vers quel terminus les trains partent. » (Préface à « Denier du rêve », 1959). Et elle écrit encore à propos du dictateur fasciste :« Est-ce qu'il existe, lui, ce tambour creux sur lequel battent les peurs d'une classe et la vanité d'un peuple ? » (« Denier du rêve »). Il suffit de voir qui sont les personnages de Marguerite Yourcenar pour comprendre vers qui va son élan, sa compréhension et son adhésion. Les plus attachants sont des révoltés, des subversifs. Ils ne veulent pas le désordre, ils souhaitent seulement changer l'ordre des choses.

« C'est le besoin de servir, pendant qu'il est temps encore ceux qui vivent, qui l'avait jeté dans l'action politique. Dès l'enfance Rémo a violemment pris parti en faveur du faible, de l'opprimé et de l'insulté » (« Souvenirs pieux »). Comme son oncle maternel, Marguerite Yourcenar est proche du faible et de l'opprimé. L'attention tendre qu'elle porte aux minorités écrasées est là pour en témoigner. Son recueil de traductions de chants nègres, « Fleuve profond sombre rivière » est un bouleversant hommage aux Noirs américains, vaincus parmi les vaincus. Et son attachement à la cause des Indiens d'Amérique, eux aussi victimes du génocide, est bien connu.

Marguerite Yourcenar espère en un monde plus raisonnable, meilleur et plus sage. Mais son « âcre lucidité » lui fait dépeindre notre XX$^{e}$ siècle sans illusion :« La torture qu'on croyait reléguée dans un pittoresque Moyen Age redeviendra une réalité ; la pullulation de l'humanité dévalorisera l'homme. Des moyens de communication massifs au service d'intérêts plus ou moins camouflés déverseront sur le monde, avec des visions et des bruits fantômes, un opium du peuple plus insidieux qu'aucune religion n'a jamais été accusée d'en répandre. Une fausse abondance, dissimulant la croissante érosion des ressources, dispensera des nourritures de plus en plus frelatées et des divertissements de plus en plus grégaires, *panem et circenses* de sociétés qui se croient libres. (...) Des centaines d'espèces animales qui avaient réussi à survivre depuis la jeunesse du monde seront en quelques années anéanties pour des motifs de lucre et de brutalité ; l'homme arrachera ses propres poumons, les grandes forêts vertes. L'eau, l'air, et la protectrice couche d'ozone, prodiges quasi uniques qui ont permis la vie sur la terre seront souillés et gaspillés. A certaines époques, assure-t-on, Shiva danse sur le monde, abolissant les formes. Ce qui danse aujourd'hui sur le monde est la sottise, la violence et l'avidité de l'homme. »

La contemporaine d'Auschwitz, de Dresde et d'Hiroshima ne nourrit plus beaucoup d'espoir dans la destinée collective de l'homme. Mais cette vision pessimiste ne pousse pas Marguerite Yourcenar à se complaire pour autant dans la contemplation morose et désespérée du monde à la manière des misanthropes grecs.

« Je suis mort sans laisser de fils et regrettant

Que mon père avant moi n'en eût pas fait autant » (cité dans « la Couronne et la Lyre »).

Au contraire, il faut lutter. Chacun à sa place, selon ses moyens. « Plus courageux ou plus désespérés, nous avons pris l'habitude depuis 1943 de nous attendre à voir le ciel tomber sur nos têtes. »

Depuis que l'homme, pris de folies, se croit tout-puissant, le seul recours est dans l'approfondissement solitaire et persévérant de l'expérience individuelle. Loin de jeter l'éponge, Marguerite Yourcenar croit qu'il est encore possible de se reprendre. « L'humain me satisfait ; j'y trouve tout jusqu'à l'éternel » (« Mémoires d'Hadrien »).

Même les plus nombreux, les plus obscurs, ont une chance d'apporter leur pierre à l'édifice jamais terminé.

« S'il s'agissait de faire en beau son portrait, j'aimerais lui prêter plus d'indignation contre l'injustice, qui à ce moment est à droite. Néanmoins, à une époque où chacun ment ou déraisonne, où on n'a le choix qu'entre défenseurs de l'ordre durcis dans leur moralité d'apparat sans pitié ni bonté et des idéologues amenant à force de gaffes l'heure des dictatures, entre les loups bien nourris d'une part et les moutons enragés de l'autre, le jeune homme qui s'amuse à fabriquer un presse-papier avec des fragments de marbre antique est peut-être un réaliste » (« Archives du Nord »). Ou encore « Michel-Charles n'est pas un grand homme. Je le définirais comme un homme quelconque, si l'expérience ne nous apprenait qu'il n'y a pas d'homme quelconque. » (« Archives du Nord »).

La douceur, une infinie sympathie envers les êtres, l'amour des choses simples, la patience peuvent seuls inverser le cours tragique des choses, et non cette péripétie que représente une intronisation en grandes pompes à l'Académie française...

Toute la vie de Marguerite Yourcenar est là pour attester qu'il n'est plus nécessaire de la lancer comme une quelconque vedette littéraire sur l'orbite de la mode. Son œuvre ne sera jamais un produit de littérature pour grandes surfaces, elle saura résister à cette invasion, car elle exige attention, concentration et compassion, le maître mot sans doute de l'univers de la nouvelle académicienne. ●

*(1) « Femmes et Littérature », éditions Martinsart. 1980.*

*Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325*

La Rose des Vents
Rue V. Gough
59650 Villeneuve d'Ascq